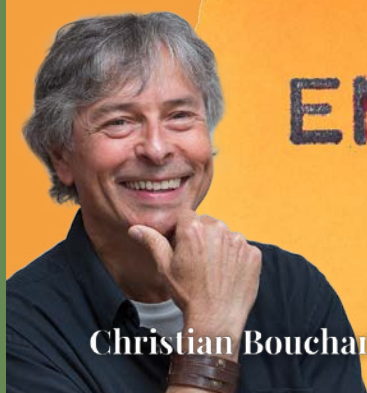


Une nouvelle série
de balados culturels
mettant en vedette des
auteurs et autrices
d'ici. À écouter dès le
24 novembre!



Christian Bouchard, animateur

ENTRE GUILLEMETS

DISPONIBLE SUR



gazettemauricie.com

S É M

UN BALADO ORIGINAL DE LA

GRATUIT

MENSUEL 17 000 EXEMPLAIRES
NOVEMBRE 2021 - VOLUME 37 - NUMÉRO 3
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



« COUP DE SIFFLET POUR LA CAQ »

Le ras-le-bol du communautaire

PAGE 4

ENVIRONNEMENT

Le projet d'agrandissement du port de Trois-Rivières soulève des préoccupations environnementales

PAGE 7



PHOTO: DOMINIQUE BÉGIN

CRISE DU LOGEMENT

Des taudis loués à des prix de fou !

Le 18 octobre, Info-Logis Mauricie joignait sa voix à celle du Regroupement des organismes en éducation populaire de la Mauricie (ROÉPAM) et d'autres groupes d'action communautaire pour demander aux candidat.es à la mairie de Trois-Rivières d'instaurer un registre du loyer. Cette mesure permettrait selon eux de lutter contre la hausse des loyers et les problématiques de manque d'entretien et insalubrité qui prennent de l'ampleur en contexte de crise du logement.

ALEX DORVAL

Actuellement, selon M. Benoît, coordonnateur du ROÉPAM, la case correspondant à la clause G du bail ne serait systématiquement pas remplie par une majorité de propriétaires locataires afin de brouiller l'historique du coût de location.

Au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, on indique que l'obligation pour un locateur de remettre l'avis concernant le précédent loyer au nouveau locataire découle de l'article 1896 du *Code civil du Québec et du Règlement sur les formulaires de bail obligatoires*. Ceux-ci stipulent que lors de la conclusion du bail, le locateur doit remettre un avis au nouveau locataire afin de l'aviser du loyer le plus bas payé au cours des 12 mois précédant le début du bail.

Carol-Ann Côté, coordonnatrice d'Info-Logis Mauricie explique que puisque le bail est une entente privée, aucune copie ne serait remise, sauf pour fins statistiques, à la Régie du logement. Ce qui laisserait trop de liberté aux propriétaires de laisser la case vide.

« Des organismes communautaires sur le territoire pourraient très bien jouer le rôle d'intermédiaire lors de la signature du bail pour s'assurer que cette case est remplie et que les droits des locataires sont respectés », ajoute M. Benoît.

DES PROPRIÉTAIRES RÉCALCITRANTS

Un registre de loyer instauré à l'échelle municipale permettrait, selon Mme Côté,

non seulement d'obtenir de meilleures données sur le nombre de logements disponibles et leur abordabilité, mais aussi d'assurer un meilleur contrôle sur l'entretien et le maintien de la salubrité.

Info-Logis Mauricie enregistre depuis quelques mois un volume important de plaintes de locataires pour des logements négligés, livrés en état d'insalubrité. Sachant qu'en contexte de pénurie de logements ils parviendront à louer sans difficulté, certains propriétaires d'appartements plus abordables en viendraient à négliger complètement l'entretien.

Mme Côté estime à une soixantaine le nombre de familles que son organisme a dû rediriger vers des modes d'hébergement d'urgence pour des motifs d'insalubrité. Elle dénonce également le manque d'emprise des locataires pour intervenir collectivement auprès d'un propriétaire récalcitrant. Un locataire qui reprend le logement d'un propriétaire négligent n'a pas accès à l'information pour lui permettre de savoir à quoi s'attendre. Ce genre d'information pourrait être inscrite dans un registre du loyer municipal, fait valoir Mme Côté.

Actuellement, chacun des locataires qui se succèdent doit se défendre individuellement devant le Tribunal administratif du logement (TAL). Un processus trop lourd pour des gens en situation précaire, observe Mme Côté : « Ces locataires se retrouvent dans une situation de vulnérabilité. Ils ont honte, ils ont peu de moyens et ils veulent s'en sortir dans l'immédiat et ne plus jamais y repenser ».



Le ROÉPAM, Info-Logis Mauricie et quelques autres organismes ont tenu une conférence de presse devant l'hôtel de ville de Trois-Rivières afin de demander aux candidat.es à la mairie de s'engager à instaurer un registre de loyer. Marc Benoît, coordonnateur du ROÉPAM et Carol-Ann Côté, coordonnatrice d'Info-Logis Mauricie.



PHOTOS DOMINIC BÉRUBÉ

Épargné jusqu'à récemment par la crise du logement, la problématique du manque d'entretien et d'insalubrité s'observerait maintenant du côté de Shawinigan. « La hausse des loyers ça ne touche pas encore vraiment Shawinigan, mais des immeubles à logements qui manquent d'amour, on en voit de plus en plus, notamment dans le quartier Saint-Paul », remarque Réjean Veillette, organisateur communautaire pour le CIUSSS-MCQ sur le territoire de Shawinigan. « On n'a pas beaucoup de poigne au municipal pour intervenir auprès des proprios », déplore M. Veillette.

M. Benoît du ROÉPAM indique que si la revendication pour un registre de loyer au municipal touche principalement Trois-Rivières, « c'est parce que c'est là que la crise se fait le plus sentir, mais aussi

parce qu'on aimerait voir Trois-Rivières donner l'exemple dans ce dossier. »

En réaction à la revendication des groupes de défense et d'action communautaire, le maire de Trois-Rivières Jean Lamarche indiquait au Nouvelliste que bien qu'il trouve « l'idée intéressante », ce dernier a « des doutes quant aux compétences des municipalités en cette matière ».

Du côté du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, on informe que la Loi sur les compétences municipales (LCM) prévoit que les municipalités peuvent régir toutes activités économiques par règlement. 

VERSION LONGUE DISPONIBLE sur notre site [gazettemauricie.com](https://www.gazettemauricie.com)

SOMMAIRE

ACTUALITÉS
PAGES 2 ET 6

ENJEUX SOCIAUX
PAGES 4 ET 6

ENVIRONNEMENT
PAGES 7 ET 8

ÉDITORIAL
PAGE 12

CHRONIQUE SOCIÉTÉ
PAGE 13

CHRONIQUE HISTOIRE
PAGE 13

CHRONIQUE ÉCONOMIE
PAGE 14

CHRONIQUE
INTERNATIONALE
PAGE 15

CITOYEN.NE.S DU MONDE
ET DE CHEZ NOUS
PAGE 16

CULTURE
PAGES 17, 18 ET 19

RACINES MAURICIENNES
PAGE 19

Réforme du mode de scrutin

PAGE 6

Vieux moulin de Trois-Rivières

PAGE 13

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques

PAGE 15

Intelligence artificielle & inégalités sociales

PAGE 16

Même vacciné, faites-vous dépister.



Si vous avez été en contact avec un cas de COVID-19

**ou si vous avez des symptômes s'apparentant
à ceux de la COVID-19, tels que :**



Fièvre



Toux



**Perte du goût
ou de l'odorat**

**Respectez les consignes d'isolement
et passez un test de dépistage.**

On continue de se protéger.

[Québec.ca/testCOVID19](https://quebec.ca/testCOVID19)

« COUP DE SIFFLET POUR LA CAQ »

Le ras-le-bol du communautaire

Le budget de mars 2021 du gouvernement québécois a laissé les groupes de l’Action communautaire autonome (ACA) sur leur faim. Quelque 500 organismes se sont mobilisés le 25 octobre dernier afin de faire part de leur ras-le-bol et donner un « coup de sifflet pour la CAQ ». À Trois-Rivières, c’est environ 400 travailleur.euses qui ont marché dans les rues et se sont rendus au bureau du ministre de l’Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale, Jean Boulet pour faire valoir leurs revendications.



ALEX DORVAL

« Jamais le communautaire n’a autant démontré sa capacité à soutenir le filet social qu’en ce temps de crise », mentionne le communiqué de la Table régionale des organismes communautaires du Centre-du-Québec Mauricie (TROC-CQM) et du Comité de coordination régionale de la campagne Engagez-vous pour le communautaire.

RESPECT DE L’AUTONOMIE

« Les organismes ne sont pas là pour pallier le désengagement de l’État ni pour servir de sous-traitants à moindre coût », revendiquent les groupes de l’ACA.

« Il y a malheureusement encore la perception que le communautaire est le *cheap labor* des services publics », lance une travailleuse venue manifester en cette Journée nationale de reconnaissance de l’action communautaire autonome.

« Nos travailleur.euses sont tanné.es de voir que le secteur public obtient des hausses et que le communautaire n’a

rien », déplore Sylvie Tardif, directrice du Centre d’organisation mauricien de services et d’éducation populaire (COMSEP).

« On est tannés de faire rire de nous autres », lance Sylvain St-Onge, directeur de la TROC-CQM, dont l’équipe s’était déguisée en clowns pour imager leurs doléances.

Ayant accepté de répondre à nos questions par courriel, le bureau du ministre Boulet soutient que « le gouvernement reconnaît l’apport indispensable et le travail essentiel des organismes communautaires pour maintenir et préserver le tissu social et venir en aide aux personnes vulnérables [...] De plus, des travaux sont en cours pour renforcer les principes de la collaboration entre le gouvernement et les organismes communautaires et les appuyer dans le contexte de la crise actuelle. »

ENTRE SOUTIEN D’URGENCE ET FINANCEMENT À LA MISSION

Les 4000 organismes d’action communautaire autonome revendiquent 460 millions de dollars de plus, par année, pour financer adéquatement la réalisation de leur mission, et ce, au plus tard d’ici le budget 2022.

Au bureau de M. Boulet, on fait valoir des investissements importants, notamment dans les secteurs les plus touchés par la pandémie :

« En 2019-2020, 5 254 organismes communautaires ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalant à 1 272,7 M\$, soit une augmentation de 10,1 % par rapport à l’année 2018-2019.

Aussi, ce sont près de 176 M\$ qui ont été accordés aux organismes



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Déguisés en clowns, les représentants du Comité de coordination régionale de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* se sont rendus au bureau du ministre Boulet. « On est tannés de faire rire de nous autres par le gouvernement », a lancé Sylvain St-Onge, directeur de la TROC-CQM.

communautaires, en mesure de soutien d’urgence, dans le contexte de la COVID-19.

Dans le cadre du budget 2021-2022, le gouvernement du Québec a annoncé une aide additionnelle de 174,9 M\$ sur cinq ans, afin d’appuyer les organismes communautaires et de soutenir certaines initiatives ciblées dans le contexte de la pandémie, dont 65,9 M\$ en 2021-2022.

De plus, des investissements de 13,2 M\$ en 2021-2022 ont été annoncés pour bonifier le soutien financier de certains organismes communautaires afin de leur permettre de maintenir ou d’accroître leurs services. »

Sylvain St-Onge argue qu’il est toujours un peu difficile de comparer les chiffres du gouvernement avec ceux compilés par l’ACA. « Nous comptons par rapport aux groupes d’ACA et le gouvernement parle des organismes communautaires de façon élargie. » C’est que certains groupes dits communautaires ne relèvent pas d’initiatives citoyennes et autonomes.

M. St-Onge fait aussi remarquer que la plupart des chiffres avancés par le

ministre Boulet réfèrent à du soutien d’urgence, lié à la pandémie, et non au financement à la mission, tel que revendiqué.

« Lorsque l’on parle de 174,9 millions sur 5 ans, c’est un gag classique », dit-il, soutenant que « cette année, les groupes en santé ont eu une annonce de 75 millions sur 5 ans, cela veut dire un rehaussement de 15 millions cette année. Cette somme étant récurrente, on dit que cela équivaut à 75 millions. » Ces montants ne seraient donc pas des sommes investies à ce jour, mais plutôt des annonces budgétaires. 9

UN PLAN D’ACTION QUI SE FAIT ATTENDRE

Après avoir rencontré le ministre Boulet à la fin de la mobilisation, M. St-Onge regrette toujours ne pas avoir de réponse claire quant à l’avancement du Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire (PAGAC).

Au bureau de M. Boulet, on indique toutefois que les travaux d’élaboration du PAGAC se poursuivent et qu’ils prennent appui sur la démarche de consultation ayant été réalisée auprès du milieu communautaire de mai 2019 à janvier 2021.

Coup de sifflet pour la CAQ ! ». Faisons front commun pour réclamer une meilleure reconnaissance de la part du gouvernement !
– Communiqué de presse de groupes d’Action communautaire autonome, 25 octobre.

CHARGÉE D’INSPIRER,

MAIS SOUVENT IGNORÉE.

ÇA PASSE PAS.CA

SCC
UQTR
SCFP



JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

PROGRAMMATION RÉGIONALE DES 25^E JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)
NOVEMBRE 2021 EN MAURICIE, UNE INITIATIVE DU COMITÉ SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES (CS3R)

TRANSFORMONS LE MONDE ... DÈS MAINTENANT



ENGAGER LE QUÉBEC DANS LA COCONSTRUCTION D'UN MONDE JUSTE ET SOLIDAIRE : PRIORITÉS ET PISTES D'ACTION

Mercredi 3 novembre 18:00 - 20:00 - Gratuit

Musée national des beaux-arts du Québec
et diffusion sur Facebook.
Pavillon central : 179 Grande Allée O, Québec

Soirée nationale d'ouverture des JQSI 2021 commençant avec une cérémonie Wendat et des prestations artistiques. Suivra une table ronde, notamment avec Émilie Nicolas, anthropologue et chroniqueuse au journal Le Devoir ; Amel Zaazaa, autrice et fondatrice de Parole de femmes ; Paul Cliche, professeur et auteur sur la solidarité internationale (Université de Montréal) ; animée par Marjorie Champagne, journaliste, créatrice de contenus vidéo et audio et animatrice de l'émission du matin de CKIA FM 88,3 à Québec.

PROJECTION-CAUSERIE DU FILM APATRIDES

**Jeudi 4 novembre 19:30 - Gratuit pour les
abonné-e-s / 8 \$ pour les non-abonné-e-s**

Ciné-Campus Trois-Rivières,
858 rue Lavolette, Trois-Rivières



En collaboration avec Ciné-Campus, le CS3R présente Apatrides. En 2013, la Cour suprême de la République dominicaine retire la citoyenneté à toute personne ayant des parents haïtiens, avec effet rétroactif jusqu'en 1929, rendant ainsi plus de 200 000 personnes apatrides. Le film présente le combat de l'avocate Rosa Iris, luttant contre la corruption des élus et pour la protection du droit à la citoyenneté pour tous en Haïti. La présentation de la capsule du projet entre le CS3R et IRATAM précédera la projection et la soirée se conclura avec une discussion sur l'actualité haïtienne.



PROJECTION-CAUSERIE DU FILM MAMU ENSEMBLE TOGETHER

Jeudi 11 novembre 19:30 - Gratuit

Cinéma Le Tapis Rouge,
1850 rue Bellefeuille #800, Trois-Rivières

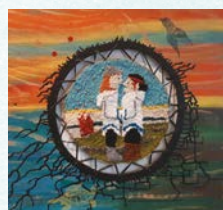
Le film sert de déclaration puissante au pouvoir de la musique unissant les gens à travers les cultures. Tourné à Mani-utnam, sur la Côte-Nord et au centre de la Mauricie en 2020, le documentaire raconte le parcours de musiciens d'horizons culturels différents qui se réunissent pour partager un message d'espoir et réfléchir sur la diversité, le multiculturalisme et l'utilisation de la musique comme outil de dialogue. Le visionnement sera suivi d'une période de questions en compagnie de Saulo Olmedo Evans (musicien et conteur), de l'idéatrice du projet Nathalie Lévesque et facilitée par Suzie Yeo d'Autrement d'ici.



EXPOSITION RÉCONCILI'ART

Accessible du 10 novembre au 13 décembre - Gratuit

Centre des Arts de Shawinigan,
2100 Boul des Hêtres, Shawinigan



Réconcili'Art vise, par une démarche d'accompagnement, de conscientisation et de création artistique, à faire tomber les barrières qui empêchent une compréhension mutuelle égalitaire entre autochtones et non-autochtones et à favoriser la participation citoyenne. Ce volet permet de créer des ponts entre des personnes issues de différentes cultures et traditions par l'entremise de la co-création d'œuvres engagées socialement. Le projet est une initiative du CS3R.

Financé par le Gouvernement
du Canada par le programme
Service jeunesse Canada



MIDI CONFÉRENCE PROGRAMME DE COOPÉRATION CLIMATIQUE INTERNATIONALE AU BURKINA FASO

Mercredi 17 novembre 12:00 - Gratuit

COMSEP, 1060 rue St-François Xavier
#250, Trois-Rivières



Court voyage de solidarité entre le Nord et le Sud, dans lequel technologie et savoirs traditionnels se mélangent et dans lequel chacun a à apprendre de l'autre. Le but est de faire face au défi des changements climatiques. Bienvenue au Nahouri, au Burkina Faso, en quête d'une adaptation aux changements climatiques empreinte de résilience, de justice, d'équité, de solidarité et de paix.



5@7 BALADO LA TÊTE DANS LES NUANCES

Mercredi 17 novembre 17:00 - Gratuit

COOP 507, 507 rue St-Georges, Trois-Rivières

S'inspirant des émissions d'affaires publiques, La Tête dans les Nuances vise à dépasser la polarisation grandissante des discours en invitant l'auditoire à approfondir sa compréhension des enjeux de société et à parfaire son opinion à l'aide des échanges nuancés des panélistes aux expertises diverses. Ce mois-ci, c'est l'aide internationale canadienne qui sera nuancée en discutant des moyens que le Canada se donne à l'international et l'impact des organisations de coopération internationale dans les projets qu'elles mettent sur pied.



PROJECTION-CAUSERIE DU FILM MME F ET LES OUBLIÉES DES GRANDS LACS

En partenariat avec le CECL, venez discuter de films gagnants du prix du meilleur long métrage dans la catégorie Agir pour l'égalité du festival Vues d'Afrique 2021. Le visionnement du film se fait individuellement grâce au lien envoyé une semaine avant sous inscription.



MME F*

**Vendredi 19 novembre 12:00 - Gratuit
En ligne - Inscription obligatoire**

Mme F veut réunir les femmes du village de Makoko à Lagos au Nigéria pour jouer la pièce de théâtre « Hear World », un projet d'autonomisation basé sur l'inégalité des sexes, mais avant, elles doivent convaincre les gardiens du patriarcat pour y arriver.



LES OUBLIÉES DES GRANDS LACS*

**Jeudi 25 novembre 12:00 - Gratuit
En ligne - Inscription obligatoire**

Les oubliées des Grands Lacs raconte les témoignages de Rwandaises, Congolaises, Burundaises de leur viol, arme de guerre dans la région des Grands Lacs.



EXPOSITION REGARDS SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE Du 8 novembre au 17 janvier -Gratuit

Bibliothèque Bruno-Sigmen
1550 118^e Rue, Shawinigan-Sud

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) a accompagné des milliers de jeunes, âgés entre 16 et 35 ans, dans le cadre de projets de solidarité internationale, et ce en Afrique, en Amérique du Sud et dans les Antilles. Dans les dernières années, le CS3R a piloté des projets de solidarité internationale en Haïti, en Bolivie, au Nicaragua, à Cuba, au Burkina Faso et au Sénégal.



Dans la foulée de ces nombreux projets, le CS3R a mandaté les stagiaires solidaires de croquer sur pellicule leur vision de la solidarité internationale afin d'en faire une exposition.

SOIRÉE QUIZ SOLIDARITÉ INTERNATIONALE* Mardi 23 novembre 19:00 - Gratuit, achat d'une consommation fortement encouragé - Inscription obligatoire



Temps d'une pinte, 1465 rue Notre-Dame centre, Trois-Rivières

Après un mois d'activités sous le thème de la solidarité internationale, venez tester vos connaissances sur le sujet, en équipe de quatre (4) personnes, avec des sous-thèmes comme le féminisme, la justice climatique, les migrations, la justice sociale, l'agriculture et la santé.

*** Inscription obligatoire au lien suivant :
<http://www.cs3r.org/jqsi>**

Le CS3R s'engage à faire respecter les mesures sanitaires.

**Pour toutes questions relatives à la programmation,
contactez Elaine Champagne au 819-373-2598, poste 318 ou au elaine.champagne@cs3r.org**

Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale qui se déroulent dans douze régions du Québec. Ces Journées sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère des relations internationales et de la Francophonie du Québec. Cet événement est coordonné au Québec par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).



**COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES**

Québec

AQOCI
Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

PROJET DE LOI 39

Quel espoir pour la réforme du mode de scrutin ?

Promis par le gouvernement Legault avant d’être élu en 2018, le projet de loi 39 visant la réforme du mode de scrutin actuel a été rappelé le 19 octobre dernier par la CAQ lors de la prorogation de la session parlementaire. Un soulagement pour les militants du Mouvement démocratie nouvelle qui promettent toutefois de continuer à talonner le gouvernement pour éviter la mort au feuillet de cette réforme démocratique.

ALEX DORVAL

« Ils avaient l’occasion de la passer à la trappe, mais ne l’ont pas fait. Mais ils n’en ont pas non plus fait une priorité », observe Raphaël Canet, coordonnateur du Mouvement démocratie nouvelle (MDN).

Créé en 1999 sous l’initiative citoyenne et communautaire, l’organisme regroupe des citoyen.nes et organisations pour défendre le droit à une représentation démocratique juste et équitable. Plus précisément, le MDN milite pour la réforme du mode de scrutin uninominal à un tour en mode proportionnel mixte compensatoire avec listes régionales. Le projet de réforme ferait passer le nombre de sièges de circonscription de 125 à 80. Ceux-ci seraient attribués au scrutin majoritaire, alors que 45 autres sièges dits « de région » seraient attribués en fonction du nombre de votes obtenus à l’échelle de la région.

Naël Shiab, journaliste de données à Radio-Canada a calculé que la CAQ aurait perdu à peu près le tiers de ses sièges et serait minoritaire si nous avions eu un mode de scrutin mixte compensatoire avec listes régionales aux élections de 2018.

Le 9 mai 2018, le Parti québécois, Québec solidaire, la Coalition avenir Québec et le Parti vert ont co-signé une

entente trans-partisane qui engageait ces partis, dans l’éventualité d’une prise de pouvoir par l’un d’eux, à déposer un projet de loi pour l’adoption d’un scrutin proportionnel mixte compensatoire à l’Assemblée nationale d’ici le 1^{er} octobre 2019. Mission accomplie puisque le 25 septembre, Sonia Lebel, Ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l’Accès à l’information déposait le Projet de loi n° 39, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (PL39).

Mais les représentants du MDN déplorent que malgré le dépôt du projet de loi, l’appétit de la CAQ pour la réforme semble avoir diminué au lendemain de leur élection.

« Depuis 2019, avant même le dépôt du projet de loi, on craignait que le gouvernement trouve des façons de retarder la concrétisation de la réforme du mode de scrutin. Puis la pandémie a été une aubaine pour ça », indique M. Canet.

Au bureau de la ministre Lebel, on confirme toutefois l’intention de mener le projet à terme. « La réforme du mode de scrutin est un projet important. Nous voulons prendre le temps d’écouter les Québécois et les Québécoises. Élections Québec affirme avoir besoin d’au moins un an pour mettre en place le référendum prévu au projet de loi. Notre objectif est toujours de terminer le processus



Le 15 octobre dernier, le Mouvement démocratie nouvelle (MDN) a mobilisé une quinzaine de citoyen.nes devant le bureau de la ministre Sonia Lebel afin de rappeler au gouvernement québécois sa promesse de réformer le mode de scrutin actuel.

parlementaire du PL39 d’ici la fin du mandat. »

Après l’adoption de principe du PL39 début octobre, la prochaine étape serait de procéder à l’étude détaillée. « Il suffit que le ministre Jolin-Barrette, leader parlementaire, renvoie le projet de loi devant la Commission des institutions », explique M. Canet rappelant que faute d’adoption de l’étude détaillée avant la fin de l’actuel mandat, le projet de réforme subirait une « mort au feuillet ».

Questionné à savoir si la Commission des institutions fait face à un volume exceptionnel de projets à l’étude, le bureau de la ministre Lebel a répondu :

« Le menu législatif a été grandement chargé au cours des derniers mois, principalement en raison de la pandémie.

Concernant le PL39, nous évaluons si un moment plus adéquat nous permettra de poursuivre nos travaux sur ce projet de loi. Auquel cas, nous contacterons nos collaborateurs et les oppositions et nous prendrons le temps nécessaire pour obtenir le meilleur consensus. »

Un militant présent lors de la mobilisation du MDN devant le bureau de la ministre Lebel se montrait plutôt sceptique quant à la réelle volonté du gouvernement actuel. « Ils ne veulent pas porter la responsabilité de l’avoir coulé. Ça va être la faute au parti d’opposition », confie ce citoyen qui croit que le Parti libéral du Québec, opposé au PL39, pourrait s’avérer très utile à la Coalition avenir Québec qui cherchait, selon lui, à éviter « une réforme qui fait une belle promesse pour se faire élire, mais qui au final n’avantage pas les partis une fois au pouvoir ».

ACTUALITÉS

CLÔTURE DE LA MARCHE MONDIALE DES FEMMES

Solidarité avec les femmes autochtones

Dimanche 17 octobre se tenait l’événement de clôture de la marche mondiale des femmes 2021. Environ 250 personnes ont marché dans les rues du centre-ville de Trois-Rivières en solidarité avec les femmes de toutes origines subissant de la violence de toutes formes. Cette année, les organisatrices ont eu une attention particulière pour les femmes autochtones.

ALEX DORVAL

Au cours de cette action, cinq revendications visant à améliorer les conditions de vie des femmes ont été amenées sur la place publique de l’Amphithéâtre Cogeco par les organisatrices. Joanne Blais de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie a demandé aux gouvernements et à tous les citoyen.nes de lutter contre la pauvreté, les violences faites aux femmes québécoises, aux femmes migrantes,

immigrantes et racisées, de militer pour la justice climatique et d’assurer la défense des droits des femmes autochtones.

Les organisatrices ont d’ailleurs tenu cette année à mettre l’accent sur la condition de vie des femmes autochtones. En plus de porter des rubans rouges en solidarité aux Premiers peuples, les participant.es ont interrompu leur marche aux abords du Palais de Justice pour y observer une minute de silence en mémoire de Joyce Echaquan

et de toutes ces femmes autochtones et leurs familles ayant subi ou subissant de la violence sous toutes ces formes, soit domestique, professionnelle ou systémique.

En 2020, une victime de féminicide sur cinq était autochtone selon l’Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation.

Parmi les 17 femmes tuées sur le territoire québécois cette année, trois sont

issues des Premiers peuples. Les organisatrices de la TCMFM et du Centre d’amitié autochtone de Trois-Rivières soulignaient déjà plus tôt cette année la surreprésentation des femmes autochtones et femmes racisées victimes de fémicide.

La marche s’est close dans la cour arrière de l’Amphithéâtre Cogeco sur une cérémonie de musique et danse traditionnelle autochtone organisée par le Centre d’amitié autochtone de Trois-Rivières.



LA GAZETTE DE LA MAURICIE

Le 17 octobre, près de 250 personnes se sont mobilisées lors de l’événement de clôture de la Marche mondiale des femmes.

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Le projet d'agrandissement du port de Trois-Rivières soulève des préoccupations environnementales

L'étude d'impact environnemental prévoit une augmentation du trafic routier au centre-ville de 33 365 véhicules lourds par année, des niveaux élevés de poussières près du quartier Saint-Philippe et la destruction de milieux aquatiques et terrestres qui abritent des espèces en voie de disparition.

STÉPHANIE DUFRESNE



Le projet d'agrandissement des installations portuaires de Trois-Rivières, nommé Terminal 21, fait actuellement l'objet d'un processus d'évaluation environnementale fédérale. À la fin septembre, le public était invité à des séances d'information virtuelles durant lesquelles l'administration portuaire de Trois-Rivières (APTR) a présenté un résumé de son étude d'impact environnemental, conformément aux exigences de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada. Les participants pouvaient ensuite soumettre leurs commentaires écrits à l'Agence.

PLUS DE CIRCULATION LOURDE AU CENTRE-VILLE

Si le projet voyait le jour, il entraînerait une augmentation importante de la circulation de véhicules lourds entre les installations portuaires situées au centre-ville et le boulevard Gene-H.-Kruger. L'administration portuaire prévoit notamment la création d'une voie d'accès permanente entre le Terminal 21 et la rue Notre-Dame centre, qui rejoindrait la rue Gene-H.-Kruger par la rue Père-Daniel. L'augmentation du transit, dans le « scénario réaliste » de l'étude d'impact, est estimée à 33 365 véhicules lourds par année, soit environ 128 camions par jour.

DES POUSSIÈRES DANS L'AIR

L'APTR espère réaliser le projet en 2023 et 2024. Elle anticipe que la manutention du sable et des roches nécessaires aux travaux de remblaiement du nouveau terminal produira des émissions de poussières qui dépassent les normes. Une modélisation du pire scénario montre également des niveaux élevés de poussières aux alentours des nouvelles installations au moment des opérations courantes du port agrandi. Bien que le projet se situe dans une zone industrielle aux abords du fleuve Saint-Laurent, les habitants du quartier Saint-Philippe pourraient subir certaines nuisances. Selon un participant à la consultation publique, Emanuel Aubin-Protz, cela soulève une question de justice sociale : « Ce projet est non seulement nuisible

à la qualité de l'air et à la qualité de vie du secteur, mais contrevient à l'exigence de justice sociale puisque ce seront les populations les plus défavorisées qui seront les plus affectées par le projet » estime-t-il.

L'administration portuaire prévoit appliquer un plan de surveillance en continu. « Advenant que la qualité de l'air se détériore notablement et dépasse les normes, il n'est pas exclu de réduire les activités, d'arroser les routes ou de changer les séquences de travail », a expliqué Claudie Gagnon, directrice du développement durable au port de Trois-Rivières, lors d'une séance d'information.

DES IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL

Le projet prévoit la destruction de milieux aquatiques et terrestres abritant deux espèces désignées en voie de disparition au Canada en vertu de la Loi sur les espèces en péril, soit l'obovarie olivâtre (une sorte de moule d'eau douce) et la petite chauve-souris brune. La Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec) est préoccupée par les mesures d'atténuation qui sont envisagées. En outre, le promoteur prévoit la destruction d'un écosystème occupé par l'obovarie olivâtre « avant même que l'habitat essentiel de cette espèce ne soit clairement identifié », écrit-elle dans son commentaire à l'Agence. La SNAP Québec croit aussi que l'étude d'impact aurait dû considérer les effets de l'augmentation attendue du nombre de navires sur l'habitat essentiel du béluga, situé dans l'estuaire du Saint-Laurent. Enfin, elle souligne que « la présence d'environnements sensibles, comme la réserve de biosphère de l'UNESCO du lac Saint-Pierre, devrait davantage être considérée dans l'analyse des répercussions ».

UN PROJET MÉCONNU DE LA POPULATION

Le Terminal 21 est un projet de 130 millions de dollars dont 56 millions proviennent des gouvernements provincial et fédéral. Il comprend la construction d'un terminal d'une superficie de 96 510 mètres carrés à l'extrémité ouest des installations actuelles du port de Trois-Rivières. Ce nouveau terminal prolongerait de 716,4 mètres la façade



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Le Terminal 21 est un projet de 130 millions de dollars qui prolongerait de 716 mètres la façade maritime du port.

maritime du port et servirait au transbordement de matières solides en vrac et de marchandises générales. Il inclut aussi la construction de trois quais, d'ouvrages de soutènement, de voies d'accès routières et ferroviaire et d'espaces d'entreposage.

La prochaine étape du processus d'évaluation environnementale sera la publication d'une version provisoire du rapport d'évaluation environnementale des experts de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada. Le public pourra participer à une nouvelle consultation publique sur le projet avant le dépôt du rapport final au ministre fédéral de

l'Environnement et du Changement climatique.

L'Agence n'a reçu que neuf commentaires écrits à la suite de cette première consultation. Selon Emanuel Aubin-Protz, trop peu de citoyens sont informés de l'existence du projet et de l'évaluation environnementale en cours. « C'est vrai en particulier pour les habitants du district de La-Vérendrye, une population qui demanderait à être spécifiquement consultée. En bref, on ne peut pas déterminer l'acceptabilité sociale d'un projet si ledit projet est inconnu par la grande majorité des habitants », déplore-t-il. 9

DÉCHIQUETAGE MOBILE DISPONIBLE!



GROUPE rcm
COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

On s'en occupe... chez vous

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

ENCORE UNE PUB SUR LA DISCRIMINATION

Faisons en sorte que ce soit LA DERNIÈRE

JE M'ENGAGE!
COLLECTIF3SOEURS.COM

COLLECTIF TROIS-SŒURS

Centre de santé des femmes

tcm fm

COMSEP

SAHA

cafac

Québec

GAZ À EFFET DE SERRE

Trois-Rivières dévoile sa cible et son plan d'action

À la séance du conseil municipal du 5 octobre, la ville de Trois-Rivières a adopté sa nouvelle Politique environnementale et son premier plan d'action. Pour atteindre sa cible de réduction des émissions collectives de GES pour 2030, elle devra éliminer 238 042 tonnes de CO₂eq, soit l'équivalent du retrait de près de 60 000 voitures de la route.

STÉPHANIE DUFRESNE

La section de la Politique environnementale qui porte sur l'action climatique détaille les cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) de la ville. Ainsi, la municipalité prévoit :

- en 2024 : avoir réduit de 10 % les émissions collectives de GES par rapport au bilan de 2018 ;
- en 2030 : avoir réduit de 50 % les émissions collectives de GES par rapport au bilan de 2018 ;
- en 2050 : avoir atteint la carboneutralité.

Rappelons qu'en 2018, la ville a réalisé un inventaire corporatif et collectif des émissions de GES. Celui-ci avait révélé que la quasi-totalité des émissions collectives de GES était attribuable au transport routier de la collectivité, c'est-à-dire provenant des déplacements de la population.

En outre, cet inventaire a calculé des émissions totales s'élevant à 490 327 tonnes « d'équivalents CO₂ » (CO₂eq)

pour la période entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018. À elles seules, les émissions provenant des transports de la collectivité se chiffrent à 461 936 tonnes de CO₂eq annuellement, ce qui représente 94 % de toutes les émissions. Les émissions corporatives, soit celles qui découlent des activités de la ville, représentent à peine 14 243 tonnes de CO₂eq, soit moins de 3 % des émissions totales.

RÉSULTAT DE L'INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE GES DE LA VILLE DE TROIS-RIVIÈRES POUR L'ANNÉE 2018	
SOURCES	2018
ÉMISSIONS CORPORATIVES (tCO ₂ eq)	14 243
Bâtiments et autres installations	4 498
Véhicules et équipements motorisés	6 982
Traitement des eaux usées	2 763
ÉMISSIONS COLLECTIVES (tCO ₂ eq)	476 084
Transport	461 936
Matières résiduelles	14 147
TOTAL DES ÉMISSIONS (tCO ₂ eq)	490 327
Source : Inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la ville de Trois-Rivières — 2018	

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Suivant ces données révélatrices, le nouveau plan d'action vise d'abord à s'attaquer au plus gros morceau, soit soutenir la réduction des émissions de GES de la collectivité, notamment en poursuivant l'amélioration du réseau de transport en commun et en encourageant « l'augmentation de la part modale des transports alternatifs au voiturage en solo. » Selon la ville, les efforts de limitation de l'étalement urbain, planifiés dans le champ d'action « Biodiversité et accès à la nature » contribueront également à contrôler les émissions liées aux transports.

Selon l'estimation d'Équiterre, une voiture qui parcourt 20 000 km par année émet environ 4 tonnes de CO₂. Pour atteindre sa cible de réduction des émissions collectives de 50 % d'ici 2030, la ville de Trois-Rivières devra réussir à éliminer la production de 238 042 tonnes de CO₂eq, soit l'équivalent du retrait de près de 60 000 voitures de la route.

La nouvelle Politique environnementale de Trois-Rivières s'échelonne sur dix ans (2021 à 2031) et sera soutenue par le biais de plans d'action successifs. Le premier couvre la période 2022-2023 et propose une trentaine d'actions. En matière d'action climatique, le plan prévoit augmenter le financement des services de la Société de transport de Trois-Rivières de 3,5 millions de dollars dans les deux prochaines années. Il planifie aussi un soutien à l'amélioration des infrastructures de transport actif à hauteur de 4 millions de dollars d'ici 2023. Actuellement, il est difficile d'estimer le nombre d'automobilistes qui pourraient délaisser leur voiture pour profiter des améliorations apportées par ces nouveaux financements. 📸

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com

PÉDAGOGIE EN PLEIN AIR

Combiner développement de l'enfant et protection de l'environnement

La coopérative Enfant Nature, basée à Shawinigan, forme des intervenant.e.s en petite enfance et des enseignant.e.s du préscolaire à une pédagogie expérientielle et immersive en plein air. En plus d'offrir de multiples bienfaits sur les plans cognitif et moteur, cette approche sensibilise les enfants à la protection de l'environnement.

STÉPHANIE DUFRESNE

Autour d'un feu de camp, sous une lumière matinale d'automne, une dizaine d'enfants d'âge préscolaire participent à l'activité de lancement de la saison 2021-2022 de la Coopérative Enfant Nature. Les bambins ne font que peu de cas de la présence du maire de Shawinigan ou de la députée provinciale. Leur attention se porte davantage sur tous les trésors que recèle le boisé de l'île Melville : feuilles mortes, cailloux, brindilles. Ils sont invités à découvrir cet environnement sous la surveillance bienveillante de leur intervenante, formée à la pédagogie Enfant Nature.

Depuis 2015, plus de 130 pédagogues en petite enfance ou en enseignement préscolaire, provenant des quatre coins du Québec, ont été accrédités par la coopérative. La formation qu'ils ont suivie leur permet de s'approprier une approche pédagogique expérientielle structurée, basée sur une philosophie d'apprentissage en interaction avec la nature, pour les enfants de 0 à 8 ans.

Souhaitant d'abord pallier le « déficit de nature » qu'elle observait chez les enfants, la pédagogue Sylvie Gervais, qui est à l'origine du projet, a vite pris conscience des nombreux autres bénéfices qu'apporte la reconnexion des

enfants à la nature. Pour elle, tout commence par le développement d'un lien affectif et sensoriel avec l'environnement naturel. « Le lien socio-affectif est la première chose qui se développe lors du contact prolongé avec la nature, explique-t-elle. Ensuite, dans ce contexte sécurisant, peuvent se former les apprentissages cognitifs et moteurs. »

PROTÉGER ET S'ADAPTER

« Il est prouvé que l'affection que l'on porte à la nature incite à vouloir la protéger. À travers le programme, on guide l'empathie naturelle des enfants. Nous voulons les amener à vouloir protéger le vivant, même les petites fourmis ! » lance-t-elle.

Face à un milieu en perpétuel changement, ils développent aussi une capacité d'adaptation. « Ne serait-ce que d'apprendre à s'ajuster aux changements dans la météo et les saisons. À travers les ateliers, les enfants prennent conscience de leur environnement et agissent en association avec celui-ci », souligne Sylvie Gervais. Des aptitudes qui pourraient s'avérer précieuses devant les bouleversements environnementaux qu'on nous annonce pour l'avenir.

DÉCROCHER DU VIRTUEL

En plein air, les possibilités au niveau moteur sont décuplées. Les enfants explorent, bougent, grimpent et prennent spontanément de petits risques mesurés, tout en se plaçant au cœur de leur propre apprentissage. Les intervenant.e.s de la pédagogie Enfant Nature observent aussi que ce contexte incite les enfants à bouger avec plus d'intensité. « Quand ils goûtent à ça, ils en redemandent, se réjouit Sylvie Gervais.

Même si aujourd'hui les enfants sont très connectés à du virtuel, c'est facile de les motiver, car ils vivent en nature une expérience qu'ils ne vivent nulle part ailleurs. Les bienfaits sont instantanés. »

PRENDRE SOIN DE TOUT UN CHACUN

La pédagogie enfant Nature se veut inclusive. Un projet pilote avec des enfants en difficultés d'apprentissage s'est montré particulièrement concluant. Un projet avec le CPE Premier Pas de La Tuque a permis d'expérimenter en profondeur la pédagogie au sein de groupes préscolaires autochtones et allochtones. Dans un avenir assez rapproché, Enfant Nature prévoit impliquer davantage les parents dans le processus d'apprentissage de leurs jeunes.

Toutefois, la véritable révélation, selon Sylvie Gervais, est sur le plan du bien-être des enseignant.e.s. « Plusieurs ont vu évoluer la relation avec leurs élèves. C'est particulièrement vrai avec les jeunes en difficulté. À travers la démarche, un lien fort se tisse entre l'adulte enseignant et l'élève. Et on sait que la confiance est essentielle à l'apprentissage », précise-t-elle.

Le maire Michel Angers et la députée Marie-Louise Tardif venaient souligner la récente contribution de 50 000 \$ de Desjardins au projet. Ce financement permettra à Sylvie Gervais et ses collaboratrices de se munir d'équipement technologique pour créer du nouveau contenu pédagogique. La coopérative Enfant Nature souhaite rendre accessible son approche pédagogique expérientielle en plein air à tous les milieux éducatifs du Québec. 📸



LA GAZETTE DE LA MAURICIE

PHOTO : STÉPHANIE DUFRESNE

La pédagogie Enfant Nature est une approche expérientielle structurée, basée sur une philosophie d'apprentissage en interaction avec la nature, pour les enfants de 0 à 8 ans.

RADIO MARMOTTE

Une radio web au Tremplin

C'est une équipe qui n'a pas froid aux yeux que celle de Radio Marmotte. Les neuf élèves qui participent au programme Radio Jeunesse, offert cette année à l'école secondaire Tremplin de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, ont en effet réalisé leur toute première émission le 18 octobre dernier, en direct, à l'occasion de la soirée portes ouvertes de l'école.

ERIC MORASSE
BULLETIN DES CHENAU

Au programme : présentation des différents aspects de l'école, entrevues avec le personnel et les élèves et musique. Une première émission qu'ils ont réalisée avec seulement quelques jours d'avis, alors qu'il était plutôt prévu de se lancer deux ou trois semaines plus tard.

« Ils sont intelligents, emballés, allumés », dit Jessica Côté, l'enseignante responsable du projet qui a été très impressionnée de les voir briser la glace aussi rapidement. « Ils se sont dit on connaît notre école, notre sujet, on est prêt à vivre ça ».

C'est un tout nouveau programme que celui offert par Radio Jeunesse au

Tremplin. Radio jeunesse est une radio web par et pour les jeunes, implantée depuis quelques années à Gatineau. Grâce à un financement du Secrétariat à la jeunesse, l'équipe derrière cette radio web accompagne 15 écoles de la province dans la réalisation de leurs propres émissions. L'école secondaire Le Tremplin est la seule école participante en Mauricie.

Avec ce programme, on offre aux élèves des formations sur l'aspect pratique et technique et leurs émissions sont mises en ligne sur le site radio-jeunesse.ca et seront diffusées dans les autres écoles. Pour accompagner l'équipe de la radio, l'école secondaire Le Tremplin peut aussi compter sur l'expérience de Keven Plamondon, animateur de Country Pop 103,1 qui vient épauler l'enseignante responsable.

Nous avons rencontré les élèves quelques heures à peine avant leur entrée en onde. Des jeunes en effet très allumés et fébriles. Alice Tousignant apprécie d'avoir l'opportunité de vivre cette expérience. « C'est une belle occasion de s'améliorer, d'apprendre à parler en public », confirme Louis-Charles Jacques. « C'est une belle expérience et un bon début pour mon wiki », ajoute-t-il à la blague.

Les émissions de Radio Marmotte seront diffusées régulièrement dans les prochaines semaines et l'on peut les écouter en rattrapage via le site de Radio Jeunesse. Ce que vous devrez d'ailleurs faire si vous voulez connaître la raison derrière le titre de l'émission... ☺



L'équipe de Radio Marmotte est composée de neuf élèves de la 2^e à la 4^e secondaire de l'école secondaire le Tremplin. De gauche à droite, derrière : Mya Bathalon, Sarah-Maude Champagne, Cordelia Di Maria, Shany Trudel et DoriAnne Morasse. À la table, Chloé Trudel, Louis-Charles Jacques, Jade Trépanier et Alice Tousignant.



JOURNAUX
MENSUELS
D'ACTUALITÉ
LOCALE

LE BULLETIN
des Chenaux

LE BULLETIN
de Mékinac

PORTE-PAROLE
DE LA
COMMUNAUTÉ
DANS LES
MRC DE MÉKINAC
ET DES CHENAU

44, chemin Rivière-à-Veillet
Bureau 220,
Sainte-Geneviève-de-Batiscan
G0X 2R0

819 840-3091
info@lebulletindeschenaux.com
publicite@lebulletindeschenaux.com

PHOTO : BULLETIN DES CHENAU

LE TROU DU DIABLE

C'EST 15 ANS D'ENGAGEMENT SOCIAL, SPORTIF, COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL.





LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Comment la solidarité internationale contribue-t-elle à bâtir un monde plus juste, plus écologique et plus solidaire ?

À l'heure actuelle, les pays du monde entier sont confrontés à un enjeu majeur : le changement climatique. Pourtant, force est de constater les inégalités face à cette menace commune : les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas nécessairement les premières victimes du dérèglement du climat. Alors que la contribution des pays du Sud au changement climatique est faible, le nombre de sécheresse en Haïti et au Burkina Faso ne fait qu'augmenter, rendant difficile l'agriculture et mettant en péril la souveraineté alimentaire de ces pays.

Néanmoins, face à cet enjeu majeur, les communautés locales ne baissent pas les bras et s'organisent depuis des années. La preuve en exemple : deux organisations burkinabé et haïtienne, qui se démènent pour lutter et s'adapter aux changements climatiques, avec le soutien du Comité de Solidarité/Trois-Rivières.

TRANSFORMONS LE MONDE... DÈS MAINTENANT

Les JQSI sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère des relations internationales et de la Francophonie du Québec. Cet événement est coordonné au Québec par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).



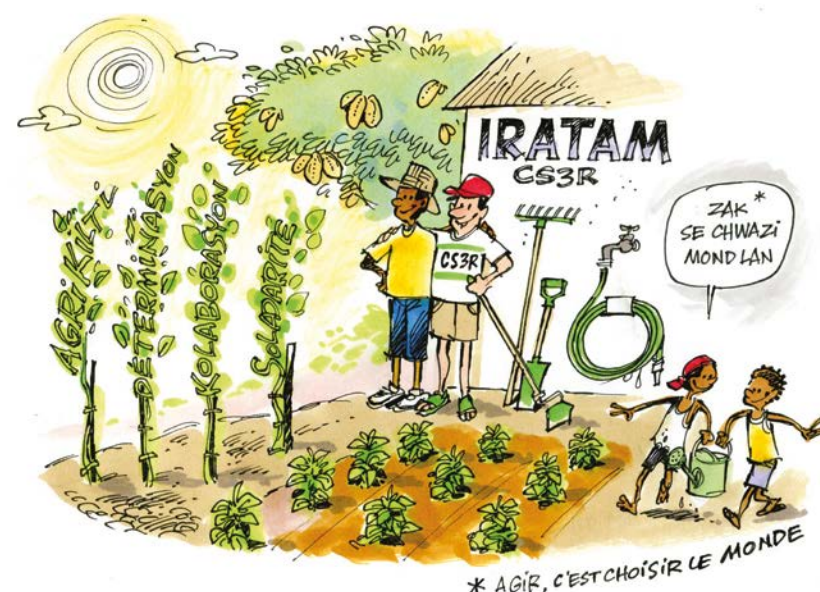
IRATAM 2954 km →

L'Institut de Recherche et d'Appui Technique en Aménagement du Milieu (IRATAM) est un organisme basé à Sainte-Suzanne, dans le Nord-Est d'Haïti, spécialisé dans l'agroforesterie. Une de ses missions est de contribuer au reboisement d'Haïti, qui a perdu 98% de ses forêts en trois siècles, phénomène amplifié lors des XIX^e et XX^e siècles, au cours desquels l'exportation du bois battait son plein.

Cette déforestation, associée aux changements climatiques, a pour conséquence l'érosion des sols et une augmentation des risques de glissement de terrain, nuisant à la productivité agricole.

Pour contrer ce phénomène, les agronomes d'IRATAM ont souhaité rendre ses lettres de noblesse à la culture du café, en déclin en Haïti depuis une vingtaine d'années. Le caféier permet en effet de lutter contre l'érosion et de favoriser l'infiltration de l'eau dans les sols.

C'est ainsi qu'est née la première coopérative de travailleurs du café, la Koperativ Plantè Kafè. Depuis, plus d'une vingtaine de coopératives ont vu le jour, fédérées par une structure soutenue par l'IRATAM.



Ces coopératives de travailleurs ont un réel impact sur la population : en plus d'offrir une juste rémunération aux travailleurs, elles favorisent le développement des communautés, notamment en appuyant l'implication des femmes ou en offrant des formations à ses membres.

Malgré tous ces efforts, les agricultrices et agriculteurs de la région souffrent beaucoup des sécheresses, qui causent d'énormes pertes des cultures. Pour apporter un nouvel élan au programme d'agriculture durable confronté aux effets dévastateurs des changements climatiques, IRATAM, avec le soutien du CS3R, mettra à la disposition des paysans et paysannes des pompes d'irrigation manuelles, en plus de miser sur une diversification des cultures.

Connaissez-vous la différence entre humanitaire et solidarité internationale ?

Aujourd'hui, l'humanitaire est un terme fourre-tout. Pourtant, il répond à une définition précise : ce sont les actions d'assistance à des populations en situation d'urgence, par exemple après un séisme ou lors de conflits. Son utilisation dans d'autres cadres est souvent accusée d'être révélatrice d'une vision néocoloniale et paternaliste des relations internationales.

La solidarité internationale, quant à elle, correspond à un **engagement mutuel** entre deux organisations. Elle est bâtie sur des **relations de long terme**, où les populations locales coconstruisent les projets. Dans un monde où la pauvreté augmente et dans

lequel la mondialisation accentue l'interdépendance entre les pays, il s'agit de construire ensemble, pays du « Nord » et pays du « Sud », des projets solidaires visant à **réduire les inégalités**. Dans cette perspective, les organismes de coopération internationale concrétisent des projets dans des pays du sud qui correspondent aux besoins de leurs partenaires, et sensibilisent sur place sur les causes de ces inégalités.

En somme, la solidarité internationale, c'est quoi ? C'est prendre en compte la réalité des inégalités sociales, en comprendre les causes et agir pour les combattre en collaboration avec les communautés d'accueil.



Ga Mo Wigna ← 7660 km

Suite au constat de dégradation accélérée du parc national de Pô, l'association est née de la conviction qu'un développement durable passe par une conservation et une utilisation rationnelle des ressources naturelles. L'organisme, dont le nom signifie « La nature, c'est la vie » en langue locale Kassem, œuvre depuis 1995 à sensibiliser la population située autour du parc national de Pô aux enjeux du changement climatique.

Cette fédération d'organisations communautaires issues de villages riverains du parc cherche à promouvoir des bonnes pratiques en matière de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement. Pour mener à bien sa mission, elle fait notamment appel à la concertation des communautés locales et des décideurs publics dans l'élaboration de projets et de politiques visant la préservation, la pérennisation et la restauration du territoire.

La gouvernance traditionnelle burkinabé et celle de la Nation Waban-Aki, composée des membres des communautés autochtones Abénakis d'Odanak et de Wôlinak, sont basées sur le consensus, l'intégration des connaissances traditionnelles aux connaissances scientifiques et la participation inclusive. C'est cette similarité qui a conduit le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki à jouer un rôle de consultant pour l'adoption d'un plan d'adaptation aux changements climatiques dans le projet mené par Ga Mo Wigna, avec le soutien du CS3R.

Ga Mo Wigna étant reconnu pour favoriser simultanément les savoirs ancestraux et scientifiques, ce projet intègre également une équipe de chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières pour l'élaboration d'un système d'alerte précoce sur les tendances climatiques de périodes saisonnières ou annuelles ciblées. L'intégration de données scientifiques permettra aux bénéficiaires du projet de mieux s'adapter aux changements climatiques. Cet outil sera utile autant pour la sensibilisation et l'éducation à la climatologie et aux changements climatiques qu'à la prise de décision des producteurs, des travailleurs et des décideurs.



Comment agir ?

Comme individu, je peux : M'informer sur le monde

Consommer équitable

Le commerce équitable permet de garantir aux producteurs du Sud de travailler dans des conditions décentes et de vendre le fruit de leur travail à un prix juste. Ainsi, lorsque vous achetez équitable, vous contribuez à améliorer les conditions de vies de millions de producteurs et productrices dans le monde. ajouter : Saviez-vous que Trois-Rivières est une ville équitable?



Participer aux Journées québécoises de la solidarité internationale

Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) constituent un moment privilégié de sensibilisation et d'éducation du public à la solidarité internationale. A travers toute la province, des activités sont organisées pour mieux saisir les enjeux de notre planète et découvrir comment s'engager en faveur d'un monde plus juste et plus équitable. Alors prenez part à ce rendez-vous annuel, qui a lieu tout au long du mois de novembre. Vous pouvez retrouver la programmation régionale à la page 5 de ce journal.



Comme société, nous pouvons : Contribuer plus largement à l'aide internationale, en augmentant notre aide publique au développement à hauteur de 0,7% (plutôt que 0,31% en 2020) de notre Revenu National Brut, comme le recommande l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Agir sur les causes des problèmes, et non seulement sur les conséquences. Pourquoi les pays du Sud sont en grande partie appauvris et peinent à offrir à leurs populations les services minimums pour leur bien-être ? Les pays du Nord, le Canada notamment, n'ont-ils pas une responsabilité dans tout cela, en entretenant des relations inégalitaires avec les pays du Sud ?

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT ?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant
la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org

Faire appel à l'intelligence citoyenne

Alors donc, si l'on en croit le premier ministre François Legault, notre réseau de la santé serait appelé à faire l'objet d'importants changements. Voilà de bien bonnes intentions qu'il faut saluer. La pandémie de COVID-19 a en effet fait ressortir avec une douloureuse acuité les effets néfastes de la centralisation excessive d'un réseau plombé par une chaîne de commandement d'une lourdeur sclérosante.

JEAN-CLAUDE LANDRY



N'eût été de l'effort surhumain consenti par les intervenantes et intervenants du réseau, avec des conséquences parfois dramatiques pour leur propre santé physique et mentale, on n'ose imaginer où tout cela nous aurait conduits. Quelle chance avons-nous eu de pouvoir compter sur le dévouement et la compétence professionnelle de ces « anges », comme les appelle le premier

« Quand les Québécois se mettent ensemble, ils sont capables de grandes choses » disait le premier ministre en conclusion de son discours inaugural.

ministre! L'œil de l'ouragan étant, semble-t-il, derrière nous, le premier ministre annonce dans le récent discours inaugural que les choses doivent changer.

Il affirme que pour y arriver on aura besoin que tout le monde accepte de changer les façons de faire : les syndicats, les gestionnaires, les ordres professionnels, les employés. Tout le monde, dit-il, sans nommer toutefois le gouvernement et le ministère de la Santé et des Services sociaux. Deux omissions importantes puisque ce « tout le monde » travaille et œuvre dans un cadre qui a été précisément déterminé par les gens qui nous gouvernent et la haute direction du ministère.

Et si c'était ce cadre général qu'il faudrait d'abord revoir de fond en comble pour se donner les chances de relever le défi que nous lance M. Legault?

Au cours des trois dernières décennies, les gouvernements qui se sont succédé à Québec se sont systématiquement employés à déposséder les communautés

locales des pouvoirs qu'elles pouvaient exercer en regard de l'organisation et de la prestation des services offerts à la population. De fusion d'établissements en fusion d'établissements, les citoyennes et citoyens présents au sein des conseils d'administration des établissements locaux de santé ont été renvoyés à leurs affaires. Terminée, l'influence que ces personnes pouvaient exercer sur la gestion de ces établissements. Place à des gestionnaires redevables au seul ministre plutôt qu'à des représentants des communautés.

L'hécatombe vécue dans les CHSLD est, à cet égard, des plus éloquentes. Qui peut croire que les choses se seraient passées ainsi si les gestionnaires des CHSLD avaient été redevables à une autorité dite de proximité?

« Le gouvernement va procéder à une vaste décentralisation du réseau de la santé vers les régions et vers les sous-régions du Québec » a déclaré M. Legault. Un effort dont les résultats pourraient se révéler bien modestes s'il n'est pas accompagné d'un droit de regard des

communautés locales sur la gestion des établissements de santé présents sur leur territoire. Et d'un retour à des établissements à dimension humaine, plus propices au développement du sentiment d'appartenance et à la reconnaissance de celles et ceux qui y travaillent.

Vivement des établissements où l'intelligence citoyenne sera mise à profit via des conseils d'administration de proximité riches d'une représentation significative des communautés locales.

« Quand les Québécois se mettent ensemble, ils sont capables de grandes choses » disait le premier ministre en conclusion de son discours inaugural. En redonnant un réel pouvoir aux citoyens et aux communautés locales, il ne peut que contribuer au maintien et au renforcement de cette salubre cohésion nationale qui lui est si chère. 

SOURCES DISPONIBLES
au gazettemauricie.com

BORIS



La « cohésion nationale » pour le changement social ?

MARC LANGLOIS

Le 19 octobre dernier, lors de son discours inaugural de la session parlementaire – à saveur électorale – François Legault a présenté son plan de travail pour la fin du présent mandat et d’un prochain mandat souhaité. Il a proposé de nombreux ajustements systémiques en santé et dans les services de garde, tout en faisant appel « à la cohésion nationale » pour mettre en œuvre les changements qu’il a évoqués. Or, il s’est fait très discret sur le milieu de l’éducation, où les défis sont encore nombreux : pénurie d’enseignant.e.s et de professionnel.le.s, difficultés à appliquer les programmes d’aide aux devoirs et de mentorat, ventilation déficiente et bâtiments vétustes, etc. Pourtant, en 2018, la CAQ s’est fait élire en affirmant qu’elle ferait de l’éducation une priorité.

LES NIVEAUX DE LITTÉRATIE AU QUÉBEC

Quelques jours plus tôt, le 14 octobre, était publiée une étude réalisée par la

Fondation pour l’alphabétisation qui faisait état de la répartition géographique des degrés de littératie dans notre province; les capacités des répondants sont classées selon six niveaux de littératie (de 0 à 5) dans les régions et les MRC. Globalement, en 2016, ce sont 53 % des Québécois.e.s âgé.e.s de 16 à 65 ans qui n’atteignent pas le niveau 3 de littératie considéré comme le seuil minimal pour « lire des textes denses ou longs nécessitant d’interpréter et de donner du sens aux informations ». Les niveaux de littératie seraient influencés par des facteurs tels que les échecs ou le décrochage scolaire, le faible niveau de scolarité des parents, les conditions de vie difficiles et la pauvreté, les secteurs d’activité économique dans les régions, la démographie vieillissante, etc.

Cela implique qu’une proportion importante de la population a de la difficulté à donner du sens à des textes qui traitent d’enjeux complexes, comme les changements climatiques, le racisme systémique ou les problèmes de santé

publique. En d’autres termes, ces questions impliquent plusieurs aspects et demandent à être interprétées avec nuance, alors que les résultats en littératie démontrent que plus de la moitié de la population québécoise ne serait pas outillée pour comprendre ces nuances et exercer un sens critique. Par ailleurs, ces résultats en littératie doivent être interprétés avec prudence. L’économiste Pierre Fortin en a fait un bel exercice en affirmant que lorsqu’on regarde les résultats chez les personnes âgées de 25 à 44 ans plutôt que chez les personnes âgées de 16 à 65 ans, le portrait semble moins catastrophique : 58 % des Québécois.e.s ont un niveau de littératie jugé bon ou excellent. Il ajoute que quand on compare les niveaux de littératie « des 25 à 44 ans du Québec à ceux des 24 pays avancés de plus de 3 millions d’habitants qui ont participé à l’enquête du PEICA en 2012 ou en 2015 », le Québec se situe en milieu de peloton à 1 % au-dessus de la médiane, derrière des pays tels que le Japon, la Finlande, la Norvège, la Suède et les Pays-Bas.

LES INDICATEURS DE COHÉSION SOCIALE

Dans l’ouvrage *L’égalité, c’est mieux*, les auteurs Kate Pickett et Richard Wilkinson font la démonstration que les pays où la richesse est la mieux répartie sont ceux où les indicateurs de cohésion sociale (criminalité, santé, éducation, bien-être, etc.) sont favorables. Bien que le Québec se positionne avantageusement sur ce plan en comparaison des autres pays d’Amérique du Nord, à l’instar des données sur la littératie, il se situe en milieu de peloton au sein des pays de l’OCDE, encore à la remorque du Japon, de la Finlande, de la Norvège, de la Suède et des Pays-Bas. Ainsi, quand François Legault fait appel à la cohésion nationale pour lancer des changements, on peut penser qu’une excellente stratégie serait d’améliorer d’abord les conditions de vie – grandement touchées en contexte pandémique – des personnes les plus vulnérables. De cette manière, les niveaux d’éducation, de littératie, de santé et même de vitalité économique de l’ensemble de la population du Québec en seraient améliorés. 

Le vieux moulin de Trois-Rivières, un joyau patrimonial délaissé

Depuis le 12 décembre 1974, le vieux moulin de Trois-Rivières et ses 660 tonnes de pierre se retrouvent sur le terrain du campus trifluvien de l’UQTR. Pour en savoir davantage sur le passé, le présent et l’avenir de ce patrimoine abandonné à son sort, notre chroniqueur a rencontré l’historien René Beaudoin.



JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

Le moulin à vent de Trois-Rivières a été construit entre 1781 et 1784 par Nathaniel Day en partie avec des pierres de l’ancien moulin de la commune qui datait de 1699-1701. Malgré son incendie, le 25 janvier 1864, il resta un symbole phare du tourisme en Mauricie. Peux-tu préciser de quelle manière on le valorise de la fin du 19^e siècle jusqu’aux fêtes du Tricentenaire de Trois-Rivières en 1934 ?

L’incendie de 1864 ne laissa qu’une tour de pierre vide. Tout avait été détruit : ses mécanismes, son toit, ses ailes, ses ouvertures. Mais comme on croyait que le moulin datait du Régime français, on invitait les touristes à aller le voir. En 1880, le *Guide de la Cité* le signalait parmi les 18 endroits à visiter dans la ville. La Ville, qui en est propriétaire, entreprend des réparations en 1903. Elle lui refait un toit et des ouvertures. Puis, aux fêtes de 1934, on lui remet de fausses ailes, des ailes trop petites placées dans la tour au lieu d’être placées au toit, ce qui évoque que deux générations après son incendie, on avait déjà oublié comment fonctionnaient les moulins à vent.

Cependant, il faut attendre au début de la Révolution tranquille, en 1961, pour que le vieux moulin soit classé par la Commission des sites et monuments historiques du Québec, fondée en mars 1922. Pourquoi avoir attendu si longtemps ? Et qu’est-ce qui le démarque des autres moulins patrimoniaux du Québec ?

Les deux premiers moulins à vent à être classés sont celui de Bécancour et celui de Cap-Saint-Ignace, tous deux en 1957. Celui de Trois-Rivières est le troisième à être classé. À ce moment, on connaissait peu de choses sur ses caractéristiques distinctives. Aujourd’hui, on sait qu’il témoigne d’une étape importante dans l’évolution des moulins à vent, d’un progrès notable dans la technologie et dans la production de farine. Il est le plus gros des 17 moulins à vent qui existent encore au Québec. Il était plus puissant par l’envergure accrue de ses ailes et produisait une farine en plus grande quantité par l’ajout d’une deuxième moulange, et de meilleure qualité par l’ajout des bluteaux pour tamiser la farine. Son toit tournait grâce à un mécanisme intérieur, un vire-vent, et non par une queue extérieure. Enfin, une galerie circulaire permettait d’accéder aux ailes sans obstruer les portes d’accès. Les autres moulins n’ont pas ça.

De 1936 à 1974, une dizaine d’emplacements différents ont été proposés pour l’accueillir. On raconte que Gilles Boulet (1926-1997), le recteur-fondateur de l’UQTR, a pris une entente avec la Ville de Trois-Rivières pour que le moulin — alors menacé de destruction face à une population divisée sur son sort — soit transporté près de l’entrée principale du campus universitaire. Peux-tu nous parler de cette opération ?

Il faut souligner que c’est Maurice Carrier (1927-2017) et Robert-Lionel Séguin (1920-1982) qui sont à l’origine de cette opération. Ils rêvaient d’un musée national des arts et traditions populaires du Québec (MATPQ), comme il en existait un à Paris. L’idée était d’y construire le MATPQ et d’y transporter les bâtiments de la Collection Séguin autour d’une place d’animation.

Alors que plus personne ne voulait du moulin à vent, la solution trouvée avec le maire Gilles Beaudoin était d’y ajouter le moulin. La Ville, propriétaire du moulin, le cédait à l’UQTR et le Conseil des ports nationaux faisait l’acquisition du terrain au prix du coût de déménagement du moulin, soit 48 000 \$. En décembre 1974, le moulin, distant en ligne droite de trois kilomètres de l’UQTR, a donc parcouru une douzaine de kilomètres pour contourner le pont Lejeune qui aurait été incapable de supporter son poids.

En 1998, Daniel Robert et l’artiste Louis-Philippe Huot ont fondé la Société des amis du vieux moulin de Trois-Rivières (SAVMTR), une association que tu as présidée, de 1999 jusqu’à sa mise en veilleuse en 2004, et qui comptait une centaine de membres. Quel était votre projet ?

Le projet que j’ai élaboré pour la SAVMTR était de faire transporter le moulin près du fleuve, d’y créer un musée-entreprise de production de farine moulue sur pierre, intégrant la culture d’un blé ancien dans les environs, et d’en faire un centre de molinologie, c’est-à-dire un centre de référence sur les moulins du Québec comme il en existe dans d’autres pays et un centre de formation sur un savoir-faire menacé, tant pour le patrimoine semencier et la production de farine que pour le métier de charpentier-amouleur.

Dans moins de quinze ans, nous allons célébrer le 400^e anniversaire de la fondation de Trois-Rivières. Est-ce envisageable de penser qu’une restauration du vieux moulin soit possible avant cette date ? Pourquoi est-ce important de consacrer à nouveau des ressources pour la sauvegarde d’un tel monument ?

Est-ce envisageable et important ? Oui ! Et pas seulement sa restauration, mais aussi son déménagement au centre-ville et sa valorisation selon le projet que je proposais il y a vingt ans. Le patrimoine trifluvien actuel est un patrimoine du 19^e et du 20^e siècle malgré les quatre siècles d’histoire de la ville. Sur le territoire de l’actuelle ville, il ne reste que 11 bâtiments construits entre 1634 et 1799. De ce nombre, il ne reste que le moulin dont le sort n’est pas réglé. La Ville en a été la propriétaire durant plus d’un siècle (1869-1976). En redevenant propriétaire, la Ville pourra valoriser un patrimoine bâti et immatériel unique au Québec et dont on rêve depuis l’incendie de 1864, il y a plus d’un siècle et demi. 



Le vieux moulin de Trois-Rivières est le plus gros des 17 moulins à vent qui existent encore au Québec.

SOURCES ET VERSION plus détaillée sur notre site gazetteauricie.com

IMMIGRATION AU QUÉBEC

Des avantages économiques nets

L’immigration a fait couler beaucoup d’encre au cours de la dernière décennie. Si pour certains, elle est trop élevée et menace la cohésion sociale, pour d’autres, elle est une source d’enrichissement collectif. Dans cette chronique, je vais tracer un bref portrait de l’immigration ainsi que de son impact économique dans la société d’accueil.



ALAIN DUMAS

PORTRAIT DES MIGRATIONS

Bon an mal an, les migrants internationaux représentent 3 % de la population mondiale. Au Québec, ce taux est de 0,5 %, alors qu’il est de 2,6 % dans l’ensemble canadien. On est donc très loin d’un déferlement de migrants dans le monde et au Québec. Un point de vue partagé par 75 % des Québécois et 70 % des Canadiens qui estiment, selon la firme de sondage Environics, que le nombre d’immigrants n’est pas trop élevé.

Notons que ces chiffres ne comprennent pas les 41,3 millions de personnes qui se sont déplacées à l’intérieur de leur pays à cause d’un conflit ou de la violence et des 1,6 million de déplacés en raison de catastrophes naturelles, ni des 28 millions de personnes nouvellement déplacées, à cause de catastrophes climatiques (17,2 millions) et d’un conflit ou de violences (10,8 millions).

Immigrer dans un autre pays est sans doute le choix le plus difficile pour une personne ou une famille. C’est pourquoi la vaste majorité des gens qui auraient de bonnes raisons (économiques et humanitaires) de migrer refusent de le faire pour d’autres motifs, dont l’importance accordée aux relations familiales et sociales dans leur territoire d’origine.

C’est entre autres pour cette raison que la majorité des migrants nés dans les pays d’Europe, d’Afrique et d’Asie changent de pays à l’intérieur de leur continent. Car, s’il est beaucoup plus aisé de migrer dans un pays proche, il sera aussi plus facile de revenir dans son pays d’origine. Cela explique aussi pourquoi la moitié des immigrants, qui proviennent majoritairement de pays pauvres, sont accueillis dans d’autres pays pauvres.

L’IMPACT ÉCONOMIQUE DE L’IMMIGRATION

L’arrivée de nouveaux immigrants suscite parfois la crainte, chez les travailleurs du pays d’accueil, de voir diminuer leurs emplois et leurs salaires. Même si la vaste majorité des études concluent que l’immigration produit des avantages

économiques nets, sur quoi donc se base cette inquiétude?

Elle s’appuie sur un raisonnement économique, selon lequel l’arrivée de nouveaux immigrants fait baisser les salaires parce qu’elle met en concurrence un plus grand nombre de travailleurs. Or, ce raisonnement a été invalidé maintes fois parce qu’il ne tient pas compte des dépenses de consommation des nouveaux arrivants, lesquelles ont pour effet de maintenir le niveau des emplois et des salaires. Un chercheur a aussi montré que les répercussions de l’immigration sur l’emploi sont souvent dérisoires étant donné que les compétences des migrants sont amplement complémentaires à celles des travailleurs autochtones.

Les migrants constituent une source importante d’enrichissement de la société parce qu’ils sont en général plus jeunes que la population locale, de même que scolarisés et très qualifiés. Le Québec bénéficie de ces atouts, étant donné la proportion élevée de personnes qualifiées (77 %), scolarisées (62 %) et jeunes (84 % ont moins de 45 ans).

Sur le plan de leur contribution économique plus large, les migrants sont plus enclins à entreprendre et à innover que les personnes nées dans le pays. En ce sens, ils sont une source importante d’externalité positive, car ils assument les coûts (investissements) de la prise de risque entrepreneurial tout en n’étant pas les seuls à en retirer les bénéfices (innovation et emplois). Cette plus grande propension à entreprendre pourrait s’expliquer par le fait que les migrants sont mieux préparés à prendre des risques étant donné qu’ils ont déjà pris le risque de quitter leur pays d’origine.

Bien que l’immigration pose des défis, autant pour les personnes immigrantes que pour la société d’accueil, il est généralement admis qu’elle procure des gains pour tous et toutes. Après tout, ne sommes-nous pas tous et toutes issu.e.s de l’immigration, comme en témoigne l’histoire de l’humanité. 🇵🇸

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

9 CAISSE D’ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Coup de main au maintien à domicile des aînés

Ce n’est un secret pour personne, la pandémie de la Covid-19 a amené son lot de cauchemars au sein des CHSLD.

VIRGINIE LESSARD

L’entreprise appelée jadis Ménagez-vous, qui œuvre depuis 20 ans dans le secteur de l’entretien à domicile ayant pour but de donner un coup de main aux familles et aux aînés, s’est penchée sur le phénomène et a revu sa mission et son offre de services.

Depuis le printemps 2021, l’entreprise d’économie sociale en aide à domicile (EÉSAD) se repositionne pour offrir un soutien à domicile centré uniquement sur les personnes âgées de 65 ans et plus dans le besoin. Leur offre de services se veut maintenant beaucoup plus diversifiée : de l’entretien ménager aux soins à domicile, d’hygiène et de médication ainsi que de l’aide aux courses et

d’approvisionnement, etc. « On a fait ce choix organisationnel, car il coïncidait plus avec nos valeurs. Il va de soi qu’avec le vieillissement de la population grandissant et le désir des aînés de rester à leur domicile le plus longtemps possible, nous avons pris la meilleure décision », précise Martin-Charles St-Pierre, directeur général associé d’Aide chez soi Trois-Rivières.

TRAVAILLER DE PAIR AVEC LE CIUSSS MCQ

Suite à la révision de leurs services, la majorité de la clientèle en perte d’autonomie ou de mobilité leur est référée par le CIUSSS. Aide chez soi encourage les personnes à aller chercher ces ressources et les services auxquels ils ont droit via le CIUSSS afin qu’ils reçoivent le coup de

main nécessaire de la part d’Aide chez soi sans devoir payer de frais. D’ailleurs, une agente de liaison du réseau des EÉSAD travaille avec les familles afin de s’assurer que leurs membres aînés dans le besoin ont toujours accès aux services gratuits auxquels ils ont droit.

L’IMPORTANCE DU MAINTIEN À DOMICILE

Selon Martin-Charles St-Pierre, les aînés sont envoyés beaucoup trop tôt en CHSLD. « C’est un hébergement de fin de vie, c’est aberrant qu’une personne âgée y reste pendant 10 ans. De plus, certaines de ces personnes n’ont besoin que d’environ une quinzaine d’heures de services en soin par semaine. En envoyant directement ces aînés en institution, où ils auront 100 % d’heures de service, c’est contribuer à leur perte d’autonomie », ajoute-t-il. De plus, ce n’est pas rare que des couples soient séparés ou qu’ils doivent laisser beaucoup derrière eux sans avoir le désir de partir de leur domicile des 30 dernières années dans lequel ils sont bien.

La raison d’être d’Aide chez soi est de contrer ce fléau afin de permettre à un plus grand nombre d’aînés de rester à

leur domicile en leur apportant l’aide nécessaire.

LE VIEILLISSEMENT AU QUÉBEC, FAUT-IL REVOIR LE SYSTÈME ?

Le doute n’est plus, la pandémie actuelle a fait ressortir le triste sort réservé aux aînés dans notre société. Quand reverrons-nous le système du vieillissement ? À quand le grand virage ? Aide chez soi est une partie de la solution et un exemple à suivre en ce qui a trait au soutien apporté aux aînés qui désirent rester à leur domicile le plus longtemps possible. Selon le directeur général associé d’Aide chez soi, le vieillissement à domicile est une priorité avant tout autre projet visant les personnes âgées. Oui bonifier les soins dans les institutions est important, mais ce qui l’est plus encore est de s’assurer que les aînés n’arrivent pas trop tôt dans les CHSLD. Pour la société, tout comme pour l’économie c’est un gain qu’une personne reste le plus longtemps possible chez elle.

Il a même osé ajouter : « le gouvernement a commencé à parler d’un changement imminent à ce sujet. J’espère que ce ne sera pas seulement une promesse électorale ! C’est maintenant le temps d’agir ! » 🇵🇸



Martin-Charles St-Pierre, directeur général associé d’Aide chez soi Trois-Rivières.

PHOTO : DOMINIC BÉLÉRIÈRE

Grâce à l’épargne de ses **15 000 membres**, la Caisse d’économie solidaire **investit 550 millions de dollars** en économie sociale au Québec.

Imaginez si nous étions 30 000 !

Joignez le mouvement

CAISSE. D’ÉCONOMIE. SOLIDAIRE.

caissesolidaire.coop
1 877 647-1527

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Au-delà du sommet

Du 1^{er} au 12 novembre 2021 se tient la COP26, la conférence de Glasgow sur les changements climatiques. Beaucoup d’espoirs sont placés dans « cette rencontre de la dernière chance ». Au dire de plusieurs experts, il pourrait en effet s’agir du dernier moment où les leaders de la planète peuvent empêcher le réchauffement d’atteindre des niveaux jugés « dangereux » pour la survie de l’humanité. Devant une telle pression, difficile de croire que les dirigeants demeureront impassibles, n’est-ce pas ? Pourtant, Copenhague 2009 n’était-il pas aussi le sommet de la dernière chance ? À moins que ce ne fût Paris, en 2015 ?

DANIEL LANDRY

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Dans un rapport du groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) présenté en août dernier, la situation catastrophique dans laquelle se trouve l’humanité était évoquée. On faisait alors référence à la quasi-impossibilité de limiter le réchauffement climatique à moins de 2 degrés Celsius. Difficile de ne pas être inquiets devant ces constats. Mais difficile également de ne pas être cyniques quand on sait que des signaux d’alarme sont envoyés depuis des décennies pour appeler les décideurs à agir. Depuis la publication du rapport « Les limites à la croissance » en 1972 (rapport Meadows), un travail de sensibilisation

s’est clairement et efficacement effectué. Les enjeux des changements climatiques sont aujourd’hui mieux connus qu’ils ne l’étaient à cette époque. Grâce aux experts du climat, militants et intellectuels, la population est informée et plus mobilisée que jamais face aux risques climatiques. On peut même être rassurés et encouragés quand on voit des politiciens parler aussi ouvertement de réduction de gaz à effets de serre et de la fin de l’exploitation pétrolière, car il semble que le discours ait percolé au-delà des mouvements écologistes. Pourtant, les actions, elles, demeurent modestes et absolument pas à la hauteur des défis de l’heure. Jamais n’avons-nous aussi clairement encouragé un mode de vie consumériste.

Réjoignons-nous que le président Biden se fixe des objectifs de réduction de 50 % des émissions du pays le plus puissant de la planète d’ici 2030. Cela permet d’ailleurs au gouvernement canadien de niveler vers le haut ses propres

objectifs. Cependant, quand on voit des pays faire des pressions pour réduire les objectifs à atteindre (Arabie Saoudite et Brésil notamment), il y a lieu de croire que la géopolitique et la diplomatie ont peut-être atteint leurs limites d’action dans ce domaine. Quand on voit des gouvernements revenir sur leur parole au moindre contrecoup économique ou à la moindre campagne électorale, il y a aussi lieu d’être « climato-résignés ».

Au-delà du sommet de Glasgow, les mouvements citoyens devront continuer de marteler leur message écologiste. L’engagement de Greta Thunberg depuis 2018 a bien démontré qu’en matière climatique, l’heure de la collaboration et du consensus est terminée. Il faut maintenant confronter les décideurs politiques et économiques, que ce soit par des actions en justice, par des boycottages, ou par des campagnes et actions de toutes sortes. Les décideurs ont besoin qu’on les force à agir et à se fixer des objectifs plus ambitieux que jamais. 



CRÉDIT : CS3R

Grâce aux experts du climat, militants et intellectuels, la population est informée et plus mobilisée que jamais face aux risques climatiques.

En matière climatique, l’heure de la collaboration et du consensus est terminée.

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

SÉANCE D'INFORMATION

L'ABC DE L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF

FINANCEMENT | MYTHES | DÉFIS & FORMES D'ÉCONOMIE SOCIALE

ORGANISÉ PAR : LA CDEC DE TROIS-RIVIÈRES

7 MOIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

MERCREDI 24 NOVEMBRE
10 H À 11 H 30
DANS LES LOCAUX DE LA CDEC

INSCRIPTION OBLIGATOIRE
819 373-1473 POSTE 2313
yolande.massicotte@cdectr.ca

La CDEC vise à améliorer les conditions de vie de la collectivité sur les plans économique, culturel, environnemental et social, depuis 25 ans !



Service aux entreprises et aux organisations

Réaliser votre vision!
Nous accompagnons et finançons plusieurs projets et entreprises d'économie sociale. Contactez nos conseillers !



Service d'aide à l'emploi

Pour une approche humaine!
Vous êtes en recherche d'emploi?
Nous offrons des services individuels et de groupe, pour les 30 ans et plus, sans formation spécialisée.



Service aux citoyens

Pour améliorer nos conditions de vie!
Nous aidons à la mobilisation citoyenne et coordonnons divers projets, en partenariat avec les organismes.



Moteur de développement collectif

CDECTR.CA / 819.373.1473
1060 rue St-François-Xavier, local 318
Trois-Rivières (Québec), CANADA, G9A 1R8



Et si l'intelligence artificielle entretenait les inégalités sociales ?

Véhicules autonomes, algorithmes de détection des cancers hyperperformants et maisons toutes connectées : l'industrie des technologies promet mers et mondes quand il est question d'intelligence artificielle (IA). Mais si les promesses sont plutôt belles, pour certains, la réalité est bien différente. En effet, de nombreux enjeux éthiques sont soulevés à mesure que se développent et se raffinent les différents outils de l'intelligence artificielle. L'un de ces enjeux, peu connu encore, concerne plus particulièrement l'apprentissage machine (machine learning) où le développement des algorithmes s'appuie sur des données extraites à partir de nos institutions et de nos pratiques (bases de données gouvernementales, utilisation des réseaux sociaux, etc.). Ainsi, puisque nos sociétés sont elles-mêmes injustes, les outils d'IA développés à partir des données intègrent trop souvent des biais implicites, contribuant au passage, à entretenir l'oppression des individus les plus marginalisés.

CHARLES FONTAINE
CS3R

QU'EST-CE QUE L'IA ?

Pour l'heure, on parle d'intelligence artificielle en référence à des machines et des algorithmes pouvant opérer des calculs statistiques avancés, remplir certaines tâches précises ou optimiser certains résultats. En lien avec les inégalités sociales, le racisme et le sexisme, nous regarderons plutôt du côté des outils ayant recours à l'apprentissage machine, un sous-genre d'IA donnant aux ordinateurs la capacité d'« apprendre » à partir de données : outils d'analyse faciale, de reconnaissance du genre automatique et de prévision policière. Dans tous ces cas, l'IA n'est rien de plus qu'un algorithme, c'est-à-dire un outil de calcul ultra performant. Et pourtant, elle peut faire du tort.

UNE QUESTION DE BIAIS

Une partie du problème est contenue dans la façon dont ces outils sont programmés. Ils se fondent, souvent, sur des données qui comportent certains biais implicites. Les différents outils produisent donc, plus souvent qu'autrement, des effets discriminatoires. Malgré tout, les algorithmes semblent jouer un rôle de plus en plus marqué dans nos vies, même si cela se fait au détriment de la justice sociale.

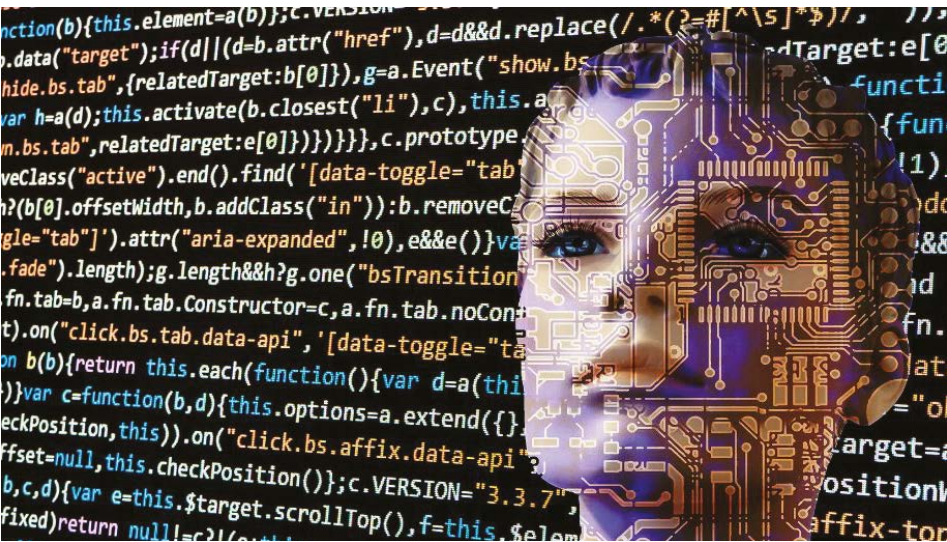
L'IA, LES BIAIS ET LES INJUSTICES STRUCTURELLES

Certaines situations illustrent clairement la façon dont les outils de l'intelligence artificielle peuvent, de façon systémique, contribuer aux injustices structurelles et jouer en défaveur des femmes et des personnes racisées.

Par exemple, une étude de 2018 (Buolamwini & Gebru) a révélé que les outils d'analyse faciale présentaient certains biais selon le genre et selon le type de peau. Pour les hommes ayant la peau plus pâle, le taux d'erreur se situait autour de 0,8 %, tandis que pour les femmes ayant la peau plus foncée, le taux d'erreur grimpeait jusqu'à 35,5 %. Ainsi, testés de façon intersectionnelle, il semble que le développement et l'utilisation des systèmes d'IA soient affectés par les concepts sociaux de « race » et de « genre ». Mais surtout, leurs performances inégales selon différentes catégories d'individu peuvent mener à d'autres injustices comme la judiciarisation induite ou la perpétuation de certains préjugés.

Autre exemple : les outils de reconnaissance du genre automatique (AGR), principalement utilisés pour la publicité ciblée, vont proposer certains produits à un individu qu'ils auront identifié comme « homme » ou comme « femme ». Cette pratique, binaire, envoie en outre des messages subliminaux quant aux objets qui devraient être utilisés par les hommes et ceux qui devraient l'être par les femmes. L'algorithme, ainsi utilisé, réaffirme certains stéréotypes oppressants.

Évidemment, cet outil de reconnaissance du genre automatisé n'est pas le seul à perpétuer des stéréotypes de genre parmi les développements de l'IA. Timnit Gebru nous invite par ailleurs à penser à l'apparence des cyborgs dans les films et séries télévisées, aux noms donnés aux assistants virtuels et aux systèmes de reconnaissance vocale (Siri,



Alexa, Cortana, etc.). Clairement, le développement des systèmes d'IA commerciaux est basé sur des rôles de genre stéréotypés. Presque tous ces produits incorporent, par défaut, une voix féminine pour répondre aux besoins et désirs du consommateur. Nous sommes en droit de nous demander ce que cela signifie, socialement, d'évoluer dans un environnement où tous les rôles subordonnés se voient attribués une identité féminine.

Finalement, Ruha Benjamin, dans un article de 2019, a montré que les outils de prévision policière (comme PredPol) occasionnent des cercles vicieux discriminatoires. Ces logiciels servent à établir des « hotspots » de criminalités en fonction des données sur les arrestations disponibles par quartiers. Or, aux États-Unis (et c'est probablement le cas pour beaucoup d'autres pays occidentaux), il y a une grande disparité entre les crimes commis et les crimes rapportés aux autorités. Par exemple, un sondage nous apprend qu'à Oakland, en banlieue de San Francisco, si les signalements pour consommation de drogues ont surtout lieu dans les quartiers à prédominance noire, la consommation de drogue est pourtant répartie de façon quasi égale sur la totalité du territoire. Déjà, donc, la présence policière semble plus élevée dans ces quartiers en raison de certains biais de disponibilité. En ce sens, lorsqu'un logiciel comme PredPol traite les données existantes de la ville d'Oakland, ce sont les quartiers à prédominance noire qui sont définis comme des hotspots de criminalité. Les

corps policiers y augmentent conséquemment leur présence, ce qui mène à plus d'arrestations, donc, à nouveau, à plus de données sur les arrestations et ainsi s'enclenche une boucle de rétroaction renforçant structurellement les oppressions et la marginalisation.

DES PISTES DE SOLUTIONS

Partout dans le monde des laboratoires sur l'éthique de l'IA émergent et l'on cherche des moyens pour limiter les effets des biais présents dans les bases de données utilisées pour l'apprentissage machine (ML). Le développement équitable et l'utilisation juste des nouveaux outils de l'IA sont des sujets chauds et l'un des principaux défis est de faire voir les injustices qu'ils entretiennent et réaffirment. De plus en plus de chercheuses, comme Timnit Gebru et Ruha Benjamin, croient par ailleurs, qu'étant donné qu'il s'agit d'un problème social et structurel, il faut, en amont, viser à transformer la société pour qu'elle soit moins injuste. Une façon de faire, disent-elles, est de valoriser la diversité (des vécus, des expériences et des cultures) dans le domaine de l'IA. Cela nous mènerait vers une plus grande sensibilité à l'égard de certaines situations et réduirait la présence d'angles morts. Il faudrait en outre cesser de penser le développement de la science et la technologie dans l'abstrait, hors du monde, et mesurer les effets réels qu'elles causent. ☞

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



Le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est une réalisation du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Il est rendu possible grâce à la contribution de Service jeunesse Canada.



Financé par le Gouvernement du Canada par le programme Service jeunesse Canada



HIDDEN PARADISE

Jusqu'à ce que les corps s'indignent

Les feuilles adoptent leurs couleurs d'automne au moment de joindre au téléphone le comédien Marc Béland, l'un des deux cerveaux (avec celui d'Alix Dufresne) derrière le spectacle étonnant *Hidden Paradise*, qui sera présenté le 24 novembre à la salle Anaïs-Allard Rousseau.

MAGALI BOISVERT
COLLABORATION SPÉCIALE CULTURE
TROIS-RIVIÈRES



Marc Béland, c'est un nom très connu dans le milieu des arts de la scène au Québec et un visage on ne peut plus familier pour le public, lui qu'on connaît pour des rôles dans *Virginie* ou *Annie* et ses hommes. Ce qu'on ignore peut-être, c'est qu'un pan de sa carrière a été consacré à la danse. Ce n'est donc pas si surprenant, en fin de compte, que ce soit avec leurs corps que Marc Béland et sa complice Alix Dufresne aient choisi d'exposer leur indignation face au fléau que représentent les paradis fiscaux.

UNE ENTREVUE QUI MET LE FEU AUX
POUDRES

Le 9 février 2015, Marc Béland entend à la radio de Radio-Canada une entrevue du philosophe Alain Deneault avec l'animatrice Marie-France Bazzo. Le sujet de discussion : les paradis fiscaux, ce trou noir économique qui aspire 21 000 milliards de dollars, selon l'économiste James Henry que Deneault cite dans son essai *Une escroquerie légalisée* : Précis sur les « paradis fiscaux ». Selon Deneault, ce problème est à l'économie ce que les changements climatiques sont à l'écologie.

Immédiatement, Béland et Dufresne partagent une indignation de prendre

conscience de toute la richesse qui n'est pas redistribuée dans la société, qu'il s'agisse des écoles, des institutions artistiques sous-financées ou du système de santé déjà fragilisé avant la pandémie.

COMMENT SONNER L'ALARME ?

Lors de la création de *Hidden Paradise*, Marc Béland et Alix Dufresne ont immédiatement embrassé une présentation sans narration ni personnages : « On vit quand même une époque assez troublante, et je me disais, moi qui suis comédien depuis une quarantaine d'années, j'avais envie de sortir de la fiction, puis amener sur la scène un sujet que je trouvais plus urgent, d'exposer le sujet d'une façon un peu plus pamphlétaire. »

Ce dernier n'est pas étranger à l'air du temps qui a des effluves de fin du monde : « C'est l'état d'urgence qui fait qu'on s'encombre moins dans le comment, mais [plutôt] dans le "On y va". Parce qu'on ne sait pas de quoi demain va être composé, donc on agit avec une urgence qui fait qu'on réfléchit moins sur les formes, sur le décor... Comme s'il n'y avait pas de lendemain, donc on utilise cette énergie vitale, cette énergie primaire pour mobiliser nos forces pour agir, avec nos moyens d'artistes. »

L'INDIGNATION À BRAS-LE-CORPS

Alors que certains artistes auraient choisi la narration ou la fiction pour dénoncer cette problématique, Béland et Dufresne



PHOTO : MAXIME CÔTÉ

Hidden Paradise est un spectacle de danse étonnant qui veut contribuer au discours sociétal sur les paradis fiscaux.

ont brandi leur corps : « Qu'est-ce qu'on peut faire, comment on agit ? Avec nos moyens d'artistes, c'est-à-dire la danse, le mouvement, la répétition. » Oui, parce que l'entrevue audio de Deneault et Bazzo est reprise plusieurs fois au cours du spectacle, à chaque fois en jouant avec le verbatim et en réagissant avec leur corps de manière de plus en plus engagée dans l'espace.

Avec tout de même une généreuse dose d'humour, le public verra les artistes progressivement plonger leur corps d'un rôle passif à actif au fur et à mesure que les propos de Deneault les habitent : « Physiquement, c'est très exigeant, donc je pense que les spectateurs reçoivent cette colère par l'engagement physique que nous, on y met. Ce n'est pas quelque chose de cérébral, pas du tout. On ne se prend pas la tête. »

AJOUTER UNE PIERRE À LA MURAILLE

Bien que l'indignation habite le comédien, metteur en scène et danseur, Marc Béland reste terre à terre. Il admet que cette performance aurait pu porter sur les changements climatiques ou les relations homme-femme. Or, il s'agit d'une contribution au discours sociétal, un geste concret d'engagement, une pierre dans la muraille.

Puisque comme l'écrit Deneault sur les paradis fiscaux, prendre parole est un geste puissant : « tout le monde ne viendra à bout des paradis fiscaux qu'en s'enquérant de ce qu'ils provoquent pour son pays, pour sa communauté et pour soi-même. [...] Ainsi, parler d'eux est déjà une façon de les diminuer. »

Les billets sont disponibles sur le site de Culture 3R.

MAURICIE RÉCOLTE | PUBLIREPORTAGE

Mauricie Récolte a maintenant une coordonnatrice

Isabelle Bordeleau dans son article publié en mai dernier soulevait le pari d'étendre la mission des trois initiatives locales de glanage à l'ensemble de la Mauricie. Avec les Fonds Desjardins qui se sont ajoutés aux contributions financières du Centre de santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec et du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec dans le cadre du programme Territoires : priorités bioalimentaires, une coordination régionale s'est concrétisée et me voilà en poste !



JESCIKA LAVERGNE
COORDONNATRICE DU PROJET MAURICIE RÉCOLTE
JESCIKA.LAVERGNE@DEVELOPPEMENTMAURICIE.COM
C'est avec une immense fierté et la sensation d'être dans mon Ikigai que j'ai pris le volant du projet de Mauricie Récolte. Ce projet porte un sens, une mission en lien direct avec mes valeurs. C'est l'une des innovations les plus concrètes et structurantes en développement durable

sur laquelle il m'a été donné de travailler. Biologiste de formation, il est clair pour moi que le projet présente de nombreux effets environnementaux positifs, cumulatifs et stratégiques.

L'axe économique du projet s'inscrit dans une économie circulaire, se liant naturellement à l'axe environnemental. Quant à l'axe social, c'est celui qui est le plus porteur pour moi et pour l'ensemble des acteurs qui ont initié la démarche de par la création d'une communauté d'entraide, si essentielle en cette période pandémique. De fait, les activités de glanage sont sécuritaires par rapport aux normes sanitaires et permettent de briser l'isolement.

Depuis mon arrivée en poste début octobre, je ne cesse d'être impressionnée par la mobilisation des partenaires ainsi

que l'enthousiasme et la gratitude que le projet génère auprès de l'ensemble des participants cueilleurs, producteurs et intervenants communautaires. Dans les prochains mois, je vous informerai en quoi il mérite d'être connu et répandu au-delà de la Mauricie et en quoi cette expérience humaine change des vies !

LE GLANAGE EN MAURICIE

La pratique du glanage s'est propagée à travers la Mauricie par le biais de projets locaux dans la MRC de Maskinongé (maskirecolte.com), dans la MRC Des Chenaux (deschenauxrecolte.com) et à Trois-Rivières (troisriversrecolte.com). Dans un esprit de partage et de solidarité, les denrées non récoltées dans les champs, arbres et arbustes fruitiers sont récupérées par des bénévoles pour être redistribuées. Les récoltes sont ainsi divisées en

trois. Une part va au citoyen-cueilleur, une autre reste au producteur ou au donateur privé, et une dernière portion est attribuée à un organisme en sécurité alimentaire. Surveillez en novembre la sortie du bilan de fin de saison des trois initiatives qui montre avec fierté le succès croissant du mouvement !

La coordination régionale du projet Mauricie Récolte a pour cible de faire naître d'autres initiatives à travers la région et de pérenniser l'innovation par un volet marchand. Ainsi, tout en maintenant l'activité initiale de cueillette et répartition des denrées récoltées, divers produits et services seront à développer en collaboration avec les producteurs, les organismes de sécurité alimentaire dans la région et pourquoi pas, le secteur touristique ! Avec l'AGROA, entre autres, qui offre des installations comme une cuisine communautaire et de l'espace d'entreposage frigorifié, les opportunités sont multiples ! Je vous invite à me contacter pour en connaître davantage sur la mission de Mauricie Récolte, d'ici le lancement officiel du regroupement régional prévu au printemps.

MAURICIE RÉCOLTE
EST LE REGROUPEMENT
RÉGIONAL DE :

TROIS-RIVIÈRES
Récolte

troisriversrecolte.com

DES CHENAUX
Récolte

deschenauxrecolte.com

MASKI
Récolte

maskirecolte.com

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 17

CES FEMMES QU’ON TUE D’ALEJANDRA BASAÑES

« La servitude des femmes, elle est partout. »

Alejandra Basañes est une artiste multidisciplinaire à la feuille de route impressionnante. Maintenant artiste auprès de l’Atelier Presse Papier à Trois-Rivières, Alejandra a commencé son parcours artistique en Argentine, où elle a enseigné l’art pendant près de 20 ans.

MAGALI BOISVERT

LE SABORD

Sabord

Elle a également reçu en 2019 le Prix Charles-Biddle du Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration pour son engagement artistique personnel et professionnel dans la communauté.

En 2021, son œuvre *Ces femmes qu’on tue*, présentée à la Biennale internationale d’estampe contemporaine de Trois-Rivières, se mérite le prix Télé-Québec, dont elle est «très reconnaissante», d’autant plus que ce prix provient de sa terre d’adoption. Comme quoi, quand on adopte un territoire, parfois le territoire nous adopte en retour.

UNE MULTIPLICITÉ DE COMPOSANTES

L’installation *Ces femmes qu’on tue* comprend trois parties principales; d’abord, un assemblage d’une soixantaine de dessins lithographiques, qui sont basés sur des motifs liés aux brulures que peut causer un fer à repasser, lithographies qui ont été par la suite découpées et placées en forme triangulaire, sur un mur peint en noir.

Il y a également une petite porte noire en bois au centre de ce mur de lithographies, qui, lorsqu’elle est ouverte, laisse s’abaisser une planche à repasser. Un dernier élément, mais non le moindre : sur la planche, trône un fer à repasser en verre sous lequel sont gravés les mêmes

éléments formels rappelant ces brulures causées par le métal du fer chaud.

Si la forme que prennent les estampes découpées et assemblées au mur imitent le fer à repasser, elles ne sont pas sans évoquer une vulve, comme l’avait imaginé Alejandra Basañes lors de son idéation. «Si on va au-delà de la forme abstraite, moi je vois figurativement l’organe féminin.»

En ce qui a trait à son processus de création, l’artiste élabore son concept à partir de son ressenti, mais travaille en collaboration avec son conjoint Guillermo Raynié afin de concrétiser ses projets. Ce fut notamment le cas pour réaliser la reproduction de la planche à repasser et pour construire la porte de l’installation qui, lorsqu’elle est rabattue, referme sur eux-mêmes les éléments en trois dimensions de la pièce.

L’UNIVERSALITÉ DE L’EXPÉRIENCE FÉMININE

Alejandra Basañes évoque dans cette œuvre la notion de multiplicité d’éléments rassemblés en un tout : «L’idée, c’est de représenter tout ce qui est femme dans une œuvre, pour que ce soit une unité, mais il y a plusieurs femmes dedans.» La multiplicité des brulures de fer à repasser n’est pas sans rappeler la douleur des femmes à travers le temps et le rôle ménager qui leur a été attribué — et auquel on continue de les assigner, encore aujourd’hui.

L’artiste s’est plusieurs fois fait demander si elle cherchait à parler de sa propre expérience à travers sa pièce, elle qui



L’œuvre *Ces femmes qu’on tue* d’Alejandra Basañes est un un assemblage d’une soixantaine de dessins lithographiques, qui sont basés sur des motifs liés aux brulures que peut causer un fer à repasser.

a une perspective à la fois québécoise et argentine : «C’est tout le monde qui a des histoires de famille, des actions quotidiennes que faisaient nos mères, nos grand-mères; (...) pour elles, c’était logique. Même ma mère, quand elle vient ici, elle regarde mon chum faire la vaisselle et elle dit : “Mais pourquoi ton chum fait la vaisselle?” et je lui réponds : “Mais maman, il ne va pas perdre ses doigts!”»

L’artiste sent une grande solidarité entre toutes les femmes, peu importe leur origine ou leur situation, et elle ressent cet appel dans son art : «Mon œuvre, n’importe qui peut la lire, la comprendre, y réfléchir. On ne peut pas y rattacher un pays, parce qu’un fer à repasser, c’est

universel. La servitude des femmes, elle est partout.»

Devant la violence faite aux femmes, en Argentine (où l’on compte un féminicide toutes les 31 heures), au Québec ou partout ailleurs, prendre parole, pour Alejandra, devient nécessaire.

«Prendre parole, c’est important. Avant, on ne parlait pas. [...] C’est vraiment douloureux. [...] Imagine le nombre de femmes qui vivent des choses graves dont elles ne parlent pas encore.» À travers son œuvre, l’artiste tente de briser un silence et parler, avec une voix douce et un certain accent argentin, pour celles qui ne l’ont jamais pu.

CHRONIQUE LINGUISTIQUE

Mot à mot : versatile

MIREILLE PILOTTO

TRADUCTRICE ET RÉVISEURE

Certaines personnes changent d’opinion comme de chemise. D’autres sont douées de talents variés et à l’aise dans divers domaines. Lesquelles sont *versatiles* ?

Pour pouvoir répondre à cette question, il faut d’abord retrouver le sens réel de cet adjectif en français. Contrairement à ce que de nombreux locuteurs francophones pensent, le mot *versatile* n’est pas flatteur. En effet, une personne versatile est un être capricieux, instable, changeant, inconstant ou imprévisible.

Ce qualificatif étant peu élogieux, vous comprenez qu’il devient difficile d’admirer les gens qu’on dit versatiles... Alors, comment désigner un homme ou une femme qui possède plusieurs habiletés ou capacités, qui peut remplir plusieurs fonctions ou dont le savoir-faire diversifié lui permet de faire face à toute situation? On énoncera simplement que cette personne est **flexible, polyvalente, souple, aux talents variés, douée d’aptitudes**, etc.

À retenir également : en français, *versatile* ne peut s’appliquer qu’à des personnes. Les choses – non plus que les

animaux ni les plantes – ne peuvent pas être dotées de versatilité, c’est un défaut qui n’appartient qu’aux humains.

Par conséquent, quand on veut signifier qu’un objet peut servir à divers usages ou de différentes manières, on le qualifiera de **multifonctionnel, à usages multiples, à vocations multiples, aux multiples possibilités, à tout faire, universel, réversible, adaptable**, etc.

En conclusion, les gens dont les convictions ne sont pas solides ou qui sont sujets à de brusques revirements d’idée ou d’allégeance sont bel et bien versatiles.

Mais pour varier le vocabulaire, vous pouvez employer un terme d’ici joliment imagé en disant, par exemple, que tel politicien est un *vire-capot* [merci à un fidèle lecteur de Saint-Prosper de m’avoir signalé ce canadianisme de bon aloi !] ou une *mitaine*.

À l’approche de l’hiver, voilà des adjectifs qu’on adopte avec bonheur et qui méritent certainement de redevenir tendance !

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

l'occasion de trouver tous vos cadeaux des fêtes

LA

Fête

POP-UP DES FÊTES

DU 26 NOVEMBRE AU 15 JANVIER

507, SAINT-GEORGES, CENTRE-VILLE, TROIS-RIVIÈRES

L'incontournable pour vos achats du temps des fêtes! Achetez local tout en dégustant une délicieuse boisson chaude à l'Estrade Populaire.

Le 26 et 27 novembre, venez rencontrer certains de nos artisans coup de coeur! Promotions, tirage et plus!

LE

507

L’animatrice de Racines mauriciennes, Valérie Deschamps, nous propose de l’accompagner à travers son périple en Mauricie alors qu’elle va à la rencontre de Pierre, Louise, Simone et bien d’autres personnes aînées de notre territoire à la recherche des histoires fascinantes du monde ordinaire; ces histoires qui au fil du temps ont tricoté notre identité collective régionale.

Cette série est produite par La Gazette de la Mauricie et présentée par la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie. Elle est aussi rendue possible grâce à la contribution du Gouvernement du Québec et de son programme Québec ami des aînés.



Lucille Boisvert : femme de chantier

Notre folklore est rempli d’histoires de bois et de bûchage. Les Jos Montferrand, Jos Violon, Tom Caribou ou même les bûcherons de la chasse-galerie font partie des classiques de notre culture québécoise. Mais si je vous disais qu’il existe aussi une femme de chantier qui mériterait de faire partie de nos légendes ? Si je vous disais que cette femme se trouve chez nous, en Mauricie ? 5 pieds 1 pouce de femme des bois, mes ami.e.s ! Racines mauriciennes vous présente ce mois-ci Lucille Boisvert, femme de chantier.



VALÉRIE DESCHAMPS

Avec ses 87 ans bien sonnés, Lucille a de nombreuses histoires à raconter. « Madame Boisvert a beaucoup travaillé », lance-t-elle d’emblée. C’est que Lucille a dû « se séparer en quatre », comme disait souvent ma mère. Un peu à la maison, beaucoup au chantier. Oui, oui, au chantier, en forêt. « Mon frère dit souvent qu’il n’y a personne qui a travaillé comme moi. C’est vrai ! J’ai bûché 13 années avec les hommes dans l’bois. Je cordais ma pitoune pareil comme les hommes ! » affirme-t-elle fièrement.

À 17 ans, elle est déjà mariée. Lucille et son mari s’installent dans une maison de Saint-Étienne-des-Grès, qui a depuis été rasée par la construction de l’autoroute 55. « Mon mari était journalier », explique madame Boisvert. Dans le récit de sa vie, un drame frappe la

famille alors qu’elle a environ 40 ans. Le couperet tombe : son mari est atteint de dystrophie musculaire. Après avoir donné un coup de pouce aux revenus familiaux, Lucille devenait maintenant le pourvoyeur financier de la famille en plus de s’occuper de toute la maisonnée, étant donné l’incapacité physique de son mari.

« Mon frère pis son beau-père bûchaient. Ils faisaient du 6 à 8 cordes par jour. Dans ce temps-là, c’était pas gros, mais c’était gros pour nous autres ! On partait pour la semaine. Mes enfants, c’était ma belle-sœur qui les gardait », raconte Lucille. Même si la mère de famille partait pour de longues semaines, elle préparait les lunchs des enfants avant son départ en plus de ceux des hommes au chantier les midis, à la roulotte. Le répit ? Ça n’existait pas vraiment pour Lucille ! « On se levait vers 3 h 30 - 4 h pis on revenait dîner, je préparais le repas, puis on repartait pour revenir vers 17 h », se rappelle-t-elle. « J’aimais ben ça, le bois. J’aime bin ça, être dehors !

Mais quand je revenais à la maison, j’avais encore de l’ouvrage. Fallait que je fasse mon ménage moi aussi, pareil comme les autres ! » me conte-t-elle.

Et tout comme les autres, le trio devait parfois aller sur d’autres chantiers, accompagnant d’autres équipes pour travailler sur de plus gros contrats. « Le monde trouvait ça drôle. J’avais une petite scie mécanique quand j’ai commencé, mais c’était pas assez gros. Ça allait pas assez vite. Donc j’en ai acheté une plus grosse. Le monde a dit “comment tu fais pour porter ça à longueur de journée ?” Bin ça ne me dérangeait pas », explique la femme de 5 pieds 1 pouce.

« Quand on est allé à Grand-Mère, les hommes pensaient tous que c’était une grande femme qui bûchait. Que c’était pas moi. Ma voisine était bin plus grande que moi ! Dans le village, les gens me demandaient si c’était moi, je répondais que bin oui ! Eille, y’en a qui venaient me voir bûcher. Ils pensaient que je tassais juste les branches ! Mais c’était pas ça que je faisais ! » se souvient Lucille.

S’est-elle remariée, notre légende stéphanoise ? Du tac au tac, elle me répond : « Non ! J’en veux pas ! On est



bin. On mange quand on veut. On pète quand on veut ! J’veux rien savoir ! » s’exclame-t-elle en riant. Rire contagieux et franc, on sent qu’elle en a vu d’autres, Lucille. On perçoit toute la force qui l’a guidée à travers les épreuves de la vie. À travers les défis que devait relever une femme de son époque sur les chantiers remplis d’hommes. Une âme forte. Un esprit de résilience. Une volonté de rester droite comme les arbres des forêts mauriciennes.

Anecdotes, fous rires et plaisirs sont au menu de votre écoute de cet épisode de *Racines mauriciennes*. 📺

SUGGESTIONS LITTÉRAIRES

Le fantôme de Suzuko, Vincent Brault

Quelques mois après le décès tragique de son amante, Suzuko, Vincent décide de quitter Montréal pour retourner au Japon. Installé pour une seconde fois dans leur appartement initial, il reprend tant bien que mal l’écriture du roman qu’il avait entamé à l’époque de sa rencontre avec Suzuko. Il recommence aussi à fréquenter les galeries d’art contemporain ainsi que les artistes qu’il avait l’habitude de côtoyer auparavant. C’est dans l’une de ces soirées qu’il rencontre Kana, une charmante jeune femme aux paupières écarlates. Mystère, qui aux yeux du narrateur, la rend d’autant plus séduisante. Les frontières entre le fantasme et la réalité commencent alors à se brouiller, se perdant dans les *love hotels*, les bars clandestins de Tokyo et les performances artistiques dignes du cinéma d’horreur japonais.

Entre les errances du fantôme de Suzuko, les animaux empaillés et les tremblements de terre qui semblent n’avoir lieu que dans l’esprit du narrateur, le lecteur est plongé dans une agréable étrangeté, une incohérence esthétique. Le troisième roman de Vincent Brault se présente comme une auto-fiction intrigante, où la sensualité se mêle singulièrement au deuil et où le fantastique coule doucement au rythme du fleuve Sumida.

Laurence Primeau



Anthologie de la poésie actuelle des femmes au Québec, Vanessa Bell et Catherine Cormier-Larose

Faisant suite à l’anthologie publiée par Nicole Brossard et Lisette Girouard aux éditions Remue-ménage en 1991, ce nouveau recueil regroupe les poètes ayant publié dans les cinquante dernières années, en privilégiant celles qui ont émergé depuis les années 2000.

La préface nous expose les tendances et les thèmes récurrents de la poésie des femmes à partir des années 70 jusqu’à aujourd’hui de même que plusieurs statistiques encourageantes concernant le marché. Les textes présentant chacune des poétesses sont aussi écrits de façon poétique et littéraire, ce qui s’agence bien aux extraits sélectionnés. Au-delà de la mise en forme, ce recueil se distingue par son éclectisme : on y retrouve des plumes acérées, assez provocantes (trash), telles que Marjolaine Beauchamp et Marie Darsigny, tout comme des styles plus sobres et conventionnels, notamment chez Carole David et Chantal Neveu.

L’anthologie se démarque aussi de ce qui a été fait auparavant par son souci de représentation et d’inclusion. Une grande place est accordée aux poètes issues des Premières Nations ou de groupes racisés de façon générale (Natasha Kanapé Fontaine, Joséphine Bacon, Elkahna Talbi, Nada Sattouf, etc.) ainsi que du spectre LGBTQ+. Cette visée intersectionnelle et féministe fait de ce recueil une belle entrée en matière pour les lecteurs et lectrices qui n’ont pas encore été introduits au genre poétique ou pour ceux et celles qui désirent découvrir de nouvelles autrices.

Laurence Primeau

Tableau final de l’amour, Larry Tremblay

Dans ce fabuleux roman à l’allure de récit, nous suivons la passion amoureuse qui anima le célèbre peintre Francis Bacon et un truand des bas-fonds dénommé George Dyer. Le livre *Tableau final de l’amour* n’est pourtant pas qu’une brève histoire de couple, il constitue une immersion dans l’œuvre de Bacon, remplie de tourments et de chairs angoissantes, mais il révèle surtout un regard froid sur l’être humain traumatisé par les images et l’expérience de ses propres folies relatives à la guerre. Montagnes squelettiques. Corps déchirés, broyés. Sillons de larmes sur des visages noyés dans la mort. L’art ne peut y rester ni sourd ni aveugle. Pour Bacon, l’existence doit donc passer par un absolu, celui de l’amour sans mesure ni retour possible. Combattre la folie par le feu. Aimer le feu par le corps et l’abandon. Un livre choc à la fois tendre et brutal, mais résolument beau.

Kilyan Bonnetti



PASSEZ DE LA PAROLE AUX **ACTES**

MOUVEMENT

ACTES

Actions
collectives
en transition
environnementale
et sociale


Centrale des syndicats
du Québec

actes.lacsq.org


Centrale des syndicats
du Québec


Syndicat des employés
de soutien de la Mauricie


Syndicat de
l'enseignement
de la Mauricie


Syndicat du personnel professionnel de l'Éducation
du Coeur et du Centre-du-Québec (CSQ)


Fédération du personnel
de soutien scolaire (CSQ)


SEVF
SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT
DES VIEILLES-FORGES (FSE-CSQ)


FÉDÉRATION DES PROFESSIONNELLES
ET PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION
DU QUÉBEC (CSQ)


AREQ
CSQ


FÉDÉRATION
DES SYNDICATS
DE L'ENSEIGNEMENT
CSQ